

RAPPORT FINANCIER AU 30 JUIN 2022

CHIFFRES CLES CONSOLIDES.....	2
RAPPORT D'ACTIVITE.....	3
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDES.....	14
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES.....	49
ATTESTATION DES PERSONNES RESPONSABLES.....	52

Chiffres clés consolidés

Au 1^{er} semestre 2022, les chiffres clés du groupe Casino ont été les suivants :

En millions d'euros	S1 2021 retraité ¹	S1 2022	Variation	Variation TCC
Chiffre d'affaires consolidé HT	14 480	15 903	+9,8%	+3,3%
<i>Marge des activités courantes</i>	3 633	3 768	+3,7%	
EBITDA²	1 092	1 069	-2,2%	-7,8%
<i>Dotations aux amortissements nettes</i>	(652)	(689)	-5,6%	
Résultat opérationnel courant (ROC)	440	380	-13,7%	-21,8%
Autres produits et charges opérationnels non courants	10	(284)	n.s	
Résultat financier, dont :	(397)	(485)	-22,0%	
<i>Coût de l'endettement financier net</i>	(224)	(252)	-12,9%	
<i>Autres produits et charges financiers</i>	(174)	(233)	-33,8%	
Résultat avant impôts	52	(389)	n.s	
Produit (Charge) d'impôt	(44)	112	n.s	
Quote-part de résultat net des entreprises associées et coentreprises	29	5	-81,2%	
Résultat net des activités poursuivies	37	(272)	n.s	
<i>Dont part du Groupe</i>	(38)	(248)	n.s	
<i>Dont intérêts minoritaires</i>	75	(24)	n.s	
Résultat net des activités abandonnées	(169)	(5)	n.s	
<i>Dont part du Groupe</i>	(170)	(12)	n.s	
<i>Dont intérêts minoritaires</i>	2	7	n.s	
Résultat net de l'ensemble consolidé	(132)	(277)	-110,2%	
<i>Dont part du Groupe</i>	(208)	(259)	-24,4%	
<i>Dont intérêts minoritaires</i>	77	(17)	n.s	
Résultat net normalisé, Part du Groupe³	(75)	(102)	-36,7%	-40,7%

¹ Les comptes ont été retraités suite à l'application rétrospective de la décision de l'IFRS IC portant sur les coûts d'implémentation, de configuration et de personnalisation des logiciels en mode SaaS et la décision de l'IFRS IC relative à la norme IAS 19

² EBITDA = ROC + dotations aux amortissements

³ Des activités poursuivies, voir définition page 12

Rapport d'activité

1. Analyse de l'activité et des résultats semestriels

Les commentaires du rapport financier semestriel sont réalisés en comparaison au S1 2021 sur les résultats des activités poursuivies.

Les comptes 2021 ont été retraités suite à l'application rétrospective de la décision de l'IFRS IC portant sur les coûts d'implémentation, de configuration et de personnalisation des logiciels en mode SaaS et la décision de l'IFRS IC relative à la norme IAS 19.

Les variations organiques et comparables sont hors essence et calendaire.

Principales variations du périmètre de consolidation

- Cession de FLOA le 31 janvier 2022
- Cession de 6,5% du capital de Mercialys le 21 février 2022, puis de la participation résiduelle de 10,3% le 4 avril 2022

Effets de change	Taux de change moyen			Taux de change clôture		
	30 juin 2021	30 juin 2022	Evolution vs juin 2021	30 juin 2021	30 juin 2022	Evolution vs juin 2021
Colombie (EUR/COP) (X 1000)	4,3671	4,2784	+2,1%	4,4669	4,3002	+3,9%
Brésil (EUR/BRL)	6,4912	5,5498	+17,0%	5,9050	5,4229	+8,9%

■ Chiffre d'affaires T2 et résultats S1 2022

- Chiffre d'affaires Groupe en accélération au second trimestre avec des ventes en progression de +14,8% en données publiées et une croissance de +8,1% en données comparables
- En France Retail, retour à la croissance dans l'ensemble des formats, avec une progression de +3,1% en données publiées (-1,1% au T1 2022) et de +3,4% en données comparables (-1,6% au T1 2022), avec une nette accélération des enseignes parisiennes à partir de mi-juin
- Au Latam, croissance totale de +31,6%, avec un effet change favorable, et de +16,7% en données comparables. Assaí et Grupo Éxito enregistrent d'excellentes performances avec des croissances totales de +58,9% et +38,0%
- Sur le semestre, chiffre d'affaires Groupe à 15,9 Mds€ (+9,8% vs S1 2021) et EBITDA à 1 069 M€ (-2,2% vs S1 2021)
- Suite à l'accord en vue de la cession de GreenYellow, le plan de cession atteint désormais 4,0 Mds€

CA HT (en M€)	T2 2022	Var. totale	Var. comparable
France Retail	3 584	+3,1%	+3,4%
Cdiscount	369	-20,4%	-20,4%
Total France	3 954	+0,4%	-0,5%
Latam Retail	4 467	+31,6%	+16,7%
TOTAL GROUPE	8 420	+14,8%	+8,1%
GMV Cdiscount	881	-10,5%	n.a.

■ En France :

› France Retail :

Chiffre d'affaires du 2^{ème} trimestre : les enseignes ont renoué avec la croissance avec un **chiffre d'affaires en hausse de +3,1% en données publiées et de +3,4% en données comparables** tiré notamment par l'expansion et le retour progressif des touristes. Cette tendance se confirme sur les enseignes parisiennes (+2,1% en comparable vs -2,9% au T1 2022) en forte accélération depuis mi-juin, ainsi que sur les enseignes Casino (+4,8% en comparable vs -0,5% au T1 2022). Sur les 4 dernières semaines¹, le Groupe enregistre une **progression des ventes de +4,7% en données comparables**.

	Variations comparables ² des ventes			Variations totales des ventes		
	T1 2022	T2 2022	4 semaines ¹	T1 2022	T2 2022	4 semaines ¹
Hypermarchés	-1,2%	+2,9%	+1,4%	-1,7%	-8,1%	-16,7% ³
Supermarchés	-2,5%	+2,4%	+3,0%	+3,8%	+20,7%	+25,5% ³
Proximité	+3,7%	+11,7%	+9,6%	+5,8%	+13,3%	+12,4%
Enseignes Casino	-0,5%	+4,8%	+3,9%	+1,7%	+6,5%	+5,4%
Monoprix	-3,0%	+2,2%	+4,8%	-5,0%	+1,6%	+5,4%
Franprix	-2,2%	+1,7%	+12,6%	-2,1%	+1,8%	+7,2%
Enseignes parisiennes	-2,9%	+2,1%	+6,0%	-4,3%	+1,7%	+5,8%
FRANCE RETAIL	-1,6%	+3,4%	+4,7%	-1,1%	+3,1%	+5,6%

Priorités stratégiques : le Groupe a enregistré (i) **376 ouvertures sur le semestre sur les formats de proximité** (Monop', Franprix, Vival, Spar, etc.) et des ralliements de supermarchés et magasins indépendants, et (ii) une **progression de l'e-commerce alimentaire malgré un retrait du marché** (+20% au S1 vs -3,6% pour le marché⁴).

Résultats semestriels France Retail : EBITDA France Retail à **539 M€**, en retrait de -5,2% sur le semestre en lien avec un marché Ile de France en recul au T1 2022 et en redressement au cours du T2.

› Cdiscount :

Dans un marché en retrait, **Cdiscount gagne des parts de marché sur les dernières périodes Kantar (+0,2 pt en avril, +0,4 pt en mai), retrouvant un niveau d'activité pré-Covid (GMV S1 à +2,3% vs S1 2019, et à -9,9% par rapport à la base élevée du S1 2021 marquée par la pandémie). La forte amélioration du mix d'activité se poursuit** avec une quote-part marketplace supérieure à 50% du GMV au T2 2022.

L'EBITDA s'établit à 15 M€ (vs 48 M€ au S1 2021), revenant au niveau du S1 2019, et la filiale a stabilisé ses cash-flows par rapport au S1 2021.

Cdiscount a lancé un plan d'économie de 75 M€ en année pleine à horizon 2023 visant à adapter sa structure de coûts et ses Capex à l'activité. Des gains de plus de **30 M€ sont attendus dès le second semestre**.

› Plan de cession

Le Groupe a encaissé respectivement 192 M€ et 145 M€⁵ au titre des cessions de Floa Bank et Mercialys. A date, **le plan de cession totalise 4,0 Mds€ sur une cible de 4,5 Mds€**.

Le Groupe a signé un accord en vue de la cession de GreenYellow pour une valeur d'entreprise de 1,4 Md€ et une valeur des capitaux propres de 1,1 Md€. Après réinvestissement de 165 M€, le Groupe percevra 600 M€.

› Dette nette en France⁶

La dette nette s'établit à 5,1 Mds€ au 30 juin 2022 (contre 4,6 Mds€ au S1 2021). La variation semestrielle de dette nette s'améliore de +374 M€ par rapport à celle du S1 2021.

Les covenants du RCF sont respectés⁷ avec une marge de 227 M€ sur la dette brute pour le covenant dette brute sécurisée / EBITDA après loyers, et une marge de 215 M€ sur l'EBITDA pour le covenant EBITDA après loyers / Coûts financiers nets.

¹ 4 semaines du 27 juin au 24 juillet 2022

² Hors essence et calendrier

³ Incluant la conversion de 20 hypermarchés en supermarchés

⁴ Source NielsenIQ – Cumul à date – P06

⁵ Au 30 juin 2022, sur les 145 M€ de cessions de titres Mercialys, 86 M€ n'ont pas encore d'impact sur la dette nette (actions du TRS non écoulées à cette date)

⁶ Périmètre France dont Cdiscount, hors GreenYellow – Dette nette hors IFRS 5

⁷ Covenants testés le dernier jour de chaque trimestre – en dehors de ces dates, le montant du tirage n'est pas limité

■ En Amérique latine :

Chiffre d'affaires du second trimestre en croissance totale de +31,6% et +12,0% à change constant. Assaí et Grupo Éxito affichent de très fortes progressions avec des croissances totales de respectivement +58,9% et +38,0%, et de +31,7% et +27,6% à change constant

- Le chiffre d'affaires de GPA Brésil recule de -15,4% (-30,2% à change constant) impacté par la fermeture des hypermarchés suite à leur transfert à Assaí. En données comparables, il progresse de +6,0%.

EBITDA Latam à 514 M€, en progression de +8,2% sur le premier semestre

- **EBITDA de Grupo Éxito et Assaí en hausse de respectivement +24,1% et +40,9% (+18,9% et +24,2% à change constant hors crédits fiscaux)**, avec des marges de respectivement 7,8% et 6,5%.
- **EBITDA GPA Brésil en retrait de -55,7% du fait des coûts liés à la fermeture des hypermarchés (déstockages avant cessions) et d'un renforcement de la dynamique promotionnelle.**

La conversion des hypermarchés GPA en Assaí est en cours avec 2 ouvertures en juillet et au moins 40 ouvertures prévues d'ici la fin de l'année 2022.

<i>En M€</i>	S1 2021	S1 2022	Var.	Var. TCC
Chiffre d'affaires Groupe	14 480	15 903	+9,8%	+3,3%
dont France Retail	6 863	6 935	+1,0%	+1,0%
dont Cdiscount	947	795	-16,1%	-16,1%
Volume d'affaires	1 991	1 793	-9,9%	-9,9%
dont Latam	6 670	8 173	+22,5%	+8,3%
EBITDA Groupe¹	1 092	1 069	-2,2%	-7,8%
dont France Retail	569	539	-5,2%	-6,0%
Marge (%)	8,3%	7,8%	-52 bps	-57 bps
dont Enseignes de distribution ²	539	478	-11,3%	-11,3%
Marge (%)	7,9%	6,9%	-96 bps	-96 bps
dont Cdiscount	48	15	-68,5%	-68,5%
Marge (%)	5,1%	1,9%	-3,2 pts	-3,2 pts
dont Latam (hors crédits fiscaux)	469	514	+9,6%	-2,7%
Marge (%)	7,0%	6,3%	-74 bps	-72 bps
dont crédits fiscaux Latam	6	0	n.s.	n.s.
ROC Groupe⁴	440	380	-13,7%	-21,8%
dont France Retail	163	141	-13,4%	-15,8%
Marge (%)	2,4%	2,0%	-34 bps	-37 bps
dont Enseignes de distribution ⁵	143	86	-39,4%	-39,4%
Marge (%)	2,1%	1,2%	-83 bps	-81 bps
dont Cdiscount	6	-32	n.s.	n.s.
Marge (%)	0,7%	-4,1%	-4,7 pts	-4,7 pts
dont Latam (hors crédits fiscaux)	264	271	+2,3%	-9,7%
Marge (%)	4,0%	3,3%	-65 bps	-66 bps
dont crédits fiscaux Latam	6	0	n.s.	n.s.

¹ Dont 6 M€ de crédits fiscaux retraités par les filiales brésiliennes dans le calcul de l'EBITDA ajusté au S1 2021 (0 M€ au S1 2022)

² France Retail hors promotion immobilière et GreenYellow

FAITS MARQUANTS DU S1 2022

■ Enseignes de distribution : retour à la croissance du chiffre d'affaires

Les enseignes ont renoué avec la croissance au T2 2022, avec une accélération marquée des enseignes parisiennes au cours du mois de juin.

Expansion du parc et E-commerce

- › L'expansion du parc de magasins s'accélère, avec l'ouverture de 376 magasins sur les formats de proximité (Franprix, Spar, Vival...) au S1 et des ralliements de supermarchés et magasins indépendants ;
- › Forte croissance de l'e-commerce alimentaire de +20% sur le semestre, dans un marché en retrait (-3,6%¹).

Renforcement des partenariats technologiques

Au premier semestre 2022, le Groupe a renforcé ses partenariats technologiques avec des leaders mondiaux (Ocado, Gorillas, Amazon) :

- › **Le groupe Casino et Ocado ont signé un protocole d'accord visant à étendre leur partenariat en France** avec (i) la création d'une JV de services logistiques en France, (ii) l'intégration dans la plateforme de services Ocado de la solution marketplace d'Octopia, et (iii) le déploiement par le groupe Casino de la solution de préparation de commandes en magasin d'Ocado dans son parc de magasins Monoprix ;
- › **Le groupe Casino et Gorillas ont signé un accord stratégique en vue d'étendre le partenariat à l'enseigne Frichti**, qui aura accès aux produits de marque nationale et aux produits de marque Monoprix. Ces produits seront disponibles sur la plateforme Frichti et livrés aux consommateurs en quelques minutes, dans les zones géographiques où Frichti opère déjà ;
- › **Le partenariat Amazon** a été étendu à **Lille** et **Nantes** en sus de Paris, Nice, Lyon, Bordeaux, Montpellier et Strasbourg.

Adaptation des magasins aux nouveaux modes de consommation

Les enseignes du Groupe adaptent leurs offres aux nouveaux modes de consommation en développant toute une série d'initiatives destinées à répondre aux attentes des consommateurs :

- › **Conversion intégrale du parc d'hypermarchés traditionnels Géant en (i) Supermarchés Casino** (20 réalisées au S1 2022) ou **(ii) Casino Hyper Frais**, concept proposant 50% de produits frais (4 à date, 57 additionnels prévus d'ici le S1 2023) ;
- › **Réduction de l'attente en caisse et des ruptures avec la technologie Belive**
- › **Mise en vente de NFT** par Monoprix ;
- › **Succès des abonnements** dans les enseignes Casino et Monoprix avec déjà plus de **300 000 abonnements** payants (vs 210 000 fin 2021) : les abonnés des enseignes Géant et Supermarchés Casino dépensent en moyenne quatre fois plus que les non-abonnés.

Inflation

Les enseignes du groupe Casino ont adapté leur dispositif commercial au contexte inflationniste :

- › **Fortes promotions sur une sélection hebdomadaire de produits** (opération « Plus bas y'a pas » chez Géant, panier de 20 produits pour moins de 20€ chez Franprix...) ;
- › **Mise en avant des marques de distributeurs**, dont Leader Price dans les Supermarchés Casino, Géant et Franprix ;
- › **Remises sur l'essence en hypermarchés et supermarchés** (litre de carburant à 0,85€ après remboursement sous forme d'un bon d'achat) ;
- › **Mise en avant des abonnements** au sein de Monoprix et Casino offrant une remise de 10% sur les achats²

Par ailleurs, **les centrales d'achat Auxo se sont renforcées au cours du dernier semestre** :

- Le nouveau partenariat entre Intermarché et Louis Delhaize permettra à Auxo Achat Alimentaire de devenir en 2023 le 1^{er} acteur du marché français avec 26% de parts de marché³ ;
- Le partenariat sur les Achats Non Marchands (« Auxo Achats Non Marchands »), annoncé en avril dernier, est désormais pleinement opérationnel ;
- Naturalia (groupe Casino) et Les Comptoirs de la Bio (groupement Les Mousquetaires) vont créer une entité destinée à massifier leurs achats auprès des plus gros fournisseurs bio du marché.

¹ Source NielsenIQ - Cumul à date - P06

² Remise de 10% sur les achats moyennant des frais d'adhésion d'environ 10€ par mois (frais dégressifs selon la durée de souscription)

³ Source Kantar, CAM P6 des enseignes des groupes Casino, Louis Delhaize et Les Mousquetaires

■ Cdiscount¹ : retour au niveau d'activité pré-pandémique

Dans un marché en retrait, Cdiscount renoue avec un niveau d'activité pré-Covid avec un volume d'affaires en hausse de +2,3% par rapport au S1 2019, et en recul de -9,9% (base élevée du S1 2021 marquée par la pandémie).

Cdiscount poursuit l'amélioration de son mix d'activité avec une quote-part marketplace au-delà de 50% pour la première fois sur un trimestre. Le GMV marketplace progresse de +18,8% par rapport au S1 2019 (-10,6% par rapport au S1 2021). L'enseigne gagne +0,4 pts de parts de marché sur la dernière période Kantar (mai 2022).

Les KPI opérationnels restent en progression sur un an, avec (i) une amélioration de +4 pts du NPS, (ii) le développement des Advertising Services (marketing digital) qui atteignent 33 M€, en croissance de +15,0%, (iii) l'accélération des activités B2B avec un total de 23 contrats pour Octopia (+11 vs fin 2021) et 53 clients pour C-logistics (+31 vs fin 2021), et (iv) l'augmentation de +7,0% du nombre d'abonnés Cdiscount A Volonté.

L'EBITDA² s'établit à 15 M€ (vs 48 M€ au S1 2021) et revient au niveau du S1 2019 (13 M€).

Cdiscount a lancé un plan d'économie de 75 M€ en année pleine à horizon 2023 visant à adapter sa structure de coûts et ses Capex à l'activité. Des gains de plus de 30 M€ sont attendus dès le second semestre.

■ GreenYellow : expansion en Europe avec des bureaux en Pologne et en Espagne

GreenYellow enregistre un EBITDA de 40 M€³ sur le semestre, en croissance de +8% par rapport au S1 2021.

GreenYellow affiche un pipeline avancé⁴ de 764 MW pour le solaire photovoltaïque, avec un pipeline additionnel d'opportunités⁵ de 3 701 MW. Concernant les projets d'efficacité énergétique, le pipeline avancé⁴ atteint 157 GWh, avec un pipeline additionnel d'opportunités⁵ de près de 1 096 GWh.

L'expansion s'est poursuivie en Europe avec la création de nouveaux bureaux en Pologne et en Espagne, et la mise en service du premier projet de 4 MW réalisé en Bulgarie.

Mi-juillet, GreenYellow a également signé un premier PPA en autoconsommation en Hongrie avec un acteur majeur de l'industrie automobile, pour une puissance de plus de 9 MW.

Durant ce premier semestre, GreenYellow a également renforcé ses positions sur ses géographies historiques :

- Un deuxième projet de centrale solaire flottante en Thaïlande d'une puissance de 5 MW ;
- La signature d'un important contrat d'efficacité énergétique en Afrique du Sud avec un retailer multi-sites, sur plus de 100 magasins.

■ RSE

Le groupe Casino a été maintenu au 1^{er} rang des distributeurs et 8^{ème} société mondiale du classement ESG de Moody's⁶ en terme de performance RSE.

Le Groupe mène une politique destinée à promouvoir un commerce plus responsable avec notamment la création, en partenariat avec Mauro Colagreco, d'un baromètre de saisonnalité favorisant les fruits et légumes de saison et une certification commerce équitable sur 100% des tablettes de chocolat ou capsules de café à marque propre.

En complément des actions menées par le Groupe pour réduire ses consommations électriques depuis 10 ans (portes sur les meubles froids...), les enseignes se sont engagées à réduire la consommation électrique des magasins lors des périodes de pénuries (ex : réduction de l'intensité de l'éclairage en magasin, réduction du chauffage pendant les heures de pics...).

Par ailleurs, le Groupe continue de mener des actions de solidarité au S1 2022 avec le renouvellement du partenariat en faveur des banques alimentaires et des engagements pour lutter contre les discriminations LGBT+.

¹ Données publiées par la filiale

² Donnée contributive. La filiale publie un EBITDA de 17 M€ au S1 2022.

³ Donnée publiée par la filiale. En vision contributive, EBITDA de 33 M€

⁴ Le pipeline avancé correspond au cumul des projets qui sont au stade « awarded » et au stade « advanced pipeline » au sein du portefeuille de projets en développement de GreenYellow et de ses JV

⁵ Le pipeline additionnel d'opportunités correspond au cumul des projets qui sont au stade « pipeline » et au stade « early stage » au sein du portefeuille de projets en développement de GreenYellow et de ses JV

⁶ 2021

Le Groupe poursuit également la **féménisation de l'encadrement**, avec un taux de féménisation du Comex de 40%.

Les filiales d'Amérique latine sont également engagées et reconnues sur la RSE : (i) Grupo Éxito a distribué 84 000 paniers à des enfants et leurs familles pour lutter contre la malnutrition et a diminué son empreinte carbone de 16% au S1 2022, (ii) Assaí a diminué de 23% ses émissions directes et indirectes liées à l'énergie et est classé 3ème meilleure entreprise du Brésil pour l'inclusion des personnes en situation de handicap. Assaí a également reçu la certification *Great Place to Work*.

■ Amérique latine

Excellente performance de Grupo Éxito

Sur le semestre, Grupo Éxito enregistre des ventes en croissance totale de +27,9% (+23,8% à change constant) et un EBITDA en hausse de +24,1% à 165 M€ (+18,9% à change constant).

En Colombie, la croissance des ventes atteint +26,7%, en accélération sur le T2 (+37,8%). L'EBITDA progresse de +18,2% tiré par des animations commerciales renforcées. **Les ventes omnicanales** restent très dynamiques (+17%¹) et représentent désormais 12,1% des ventes.

En Uruguay, les ventes affichent une progression de +24,8% et l'EBITDA une hausse de +31,6% grâce à une maîtrise des coûts renforcée.

Au Brésil : forte croissance d'Assaí et recentrage de GPA

› Accélération d'Assaí sur son modèle d'affaires très rentable

La croissance des ventes s'élève à +48,1% sur le semestre (+26,6% à change constant), en accélération sur le T2 (+58,9%). L'EBITDA progresse de +40,9% (+24,2% à change constant²), avec une marge à 6,5%. Depuis le S1 2019, l'EBITDA a plus que doublé en monnaie locale.

La conversion des hypermarchés GPA est en cours avec 2 ouvertures en juillet, et au moins 40 conversions prévues d'ici la fin de l'année 2022.

Les ventes digitales augmentent de +34%¹ sur le T2 2022 par rapport au T1 2022.

Assaí vise un chiffre d'affaires brut de 100 MdsR\$ (18 Mds€) en 2024 via : (i) l'ouverture de c. 50 magasins entre 2022 et 2024 et (ii) la conversion des 70 hypermarchés Extra (dont au moins 40 au second semestre 2022).

› Croissance des ventes en données comparables du nouveau GPA

Le chiffre d'affaires comparable est en progression de +3,6% sur le semestre avec un chiffre d'affaires total en recul de -19,9% (-31,5% à change constant) en raison de la fermeture des hypermarchés.

L'EBITDA marque un recul de -55,7% (-62,1% à change constant) en raison des coûts liés à la fermeture des hypermarchés et d'un renforcement de la dynamique promotionnelle. 12 hypermarchés non cédés ont déjà été convertis en supermarchés Pão de Açúcar, Compre Bem ou Mercado Extra, sur un total de 24 conversions prévues d'ici la fin du T3 2022.

L'e-commerce progresse fortement avec un GMV en hausse de +25%¹ par rapport au T2 2021.

■ Plan de cession d'actifs

Au S1 2022, le groupe Casino a encaissé :

- › 192 M€ dans le cadre de la cession de Floa Bank, le Groupe disposant en outre d'un earn-out de 30% sur la valeur future créée à horizon 2025.
- › 74 M€ au titre des JV Apollo et Fortress³ (en plus des 24 M€ encaissés en 2021). Par ailleurs, le Groupe a sécurisé et constaté d'avance 12 M€ de complément de prix additionnels aux 118 M€ déjà sécurisés en 2021, portant ainsi le total d'earn-out inclus dans la dette financière nette à fin S1 2022 à 130 M€.

¹ Donnée publiée par la filiale

² Variations à changes constants hors crédits fiscaux

³ Déjà inclus dans la dette financière nette à fin 2021

› 145 M€ liés à la cession du capital de Mercialys¹.

Le Groupe a par ailleurs 27 M€ de cessions diverses sécurisées ou sous promesses (Sarenza, immobilier).

Le Groupe a signé un accord en vue de la cession de GreenYellow pour une valeur d'entreprise de 1,4 Md€ et une valeur des capitaux propres de 1,1 Md€. Après réinvestissement de 165 M€, le Groupe percevra 600 M€.

Le plan de cession d'actifs non stratégiques totalise 4,0 Mds€ à date. Le Groupe confirme viser l'achèvement de son plan de cession de 4,5 Mds€ (dont 0,5 Md€ restant à réaliser) d'ici fin 2023.

■ Rachats obligataires

Le 30 juin 2022, le groupe Casino a procédé à l'annulation d'un montant nominal de 34,1 M€ d'obligations sécurisées Quatrim 2024, à la suite de rachats sur le marché.

Le 11 juillet 2022, le Groupe Casino a procédé (i) à l'annulation d'un montant nominal de 20,5 M€ de la souche 2023 et (ii) à l'annulation d'un montant nominal de 15,9 M€ de l'obligation sécurisée Quatrim 2024. Ces annulations ont été faites à la suite de rachats sur le marché.

Le montant nominal total de la souche 2023 a ainsi été réduit à 199 M€ et celui de l'obligation sécurisée Quatrim 2024 à 750 M€.

Le Groupe pourrait procéder à d'autres rachats obligataires dans les prochains mois.

-

CHIFFRE D'AFFAIRES DU DEUXIEME TRIMESTRE 2022

Au deuxième trimestre 2022, le chiffre d'affaires du Groupe atteint 8 420 M€, en hausse de +14,8% en données publiées, avec des effets de change, d'essence et de périmètre de respectivement +9,1%, +0,5% et -0,1%. L'effet calendaire est neutre. La croissance du Groupe s'établit à +8,1% en données comparables², tirée principalement par l'Amérique latine (+16,7%).

Sur le périmètre France Retail, la croissance s'établit à +3,4% en données comparables sur le trimestre, avec un retour à la croissance sur tous les formats. Les formats de **proximité** (+11,7%) affichent une croissance à deux chiffres. Les **hypermarchés** (+2,9%) et **supermarchés** (+2,4%) font état d'une croissance solide.

Monoprix (+2,2%) et **Franprix** (+1,7%) ont bénéficié d'un redressement de la consommation à Paris avec le retour des touristes et des flux de bureaux.

Cdiscount³ affiche sur le trimestre un volume d'affaires (« GMV ») à +4,0% par rapport au T2 2019, mais en retrait de -10,5% sur un an en raison d'une base élevée liée à la pandémie. L'augmentation de la part de la marketplace se poursuit et dépasse 50% sur le second trimestre.

En **Amérique latine**, les ventes progressent de **+31,6% en données publiées sur le trimestre**, tirées par les **excellentes performances de Grupo Éxito et Assaí** qui progressent de respectivement +38,0% et +58,9%, toujours portées par l'attractivité du format commercial et un effet change positif.

¹ Au 30 juin 2022, sur les 145 M€ de cessions de titres Mercialys, 86 M€ n'ont pas encore d'impact sur la dette nette (TRS non écoulé à cette date)

² Croissance comparable hors essence et calendaire

³ Données publiées par la filiale

RESULTATS DU PREMIER SEMESTRE 2022

Au S1 2022, le **chiffre d'affaires consolidé du Groupe** atteint **15,9 Mds€**, en progression de +5,7% en données comparables¹, +3,0% en organique¹ et +9,8% en données publiées après prise en compte notamment des effets de change et d'hyperinflation de +6,6%, d'un effet périmètre de -0,1%, d'un effet essence de +0,7% et d'un effet calendaire de -0,4%.

Sur le périmètre **France Retail**, le **chiffre d'affaires est en progression de +1,0% en comparable**.

Le **E-commerce** (Cdiscount) affiche un **volume d'affaires** (« GMV ») de 1,8 Md€, en recul de -9,9%² (+2,3%² par rapport au S1 2019), dans un contexte de marché difficile et une base de comparaison élevée au S1 2021 en raison de la pandémie.

Les ventes en **Amérique latine** sont en progression de +13,2% en comparable¹, principalement soutenues par les très bonnes performances du **Cash & Carry (Assaí) et Grupo Éxito**.

L'**EBITDA Groupe** s'établit à **1 069 M€**, soit une variation de -2,2% après impact du change et de -7,8% à taux de change constant.

L'**EBITDA France France Retail** s'élève à 539 M€ (-5,2% vs S1 2021). L'**EBITDA des enseignes de distribution** (hors GreenYellow et promotion immobilière) s'établit à 478 M€ (539 M€ au S1 2021) en lien avec un marché Ile de France en recul au T1 2022 et en redressement au cours du T2. L'**EBITDA de GreenYellow** s'élève à 33 M€³ et celui de la **promotion immobilière** à 28 M€⁴.

L'**EBITDA E-commerce** s'établit à 15 M€ (48 M€ au S1 2021), niveau proche du S1 2019 (13 M€).

L'**EBITDA de l'Amérique latine** s'établit à 514 M€, en hausse de +8,2% (-2,7% hors effet de change et crédits fiscaux qui représentaient 6 M€⁵ au S1 2021, 0 M€ au S1 2022).

Le **ROC Groupe** s'établit à **380 M€**, en recul de -13,7% (-21,8% à change constant).

En **France Retail**, le ROC s'élève à **141 M€ (163 M€ au S1 2021)**, dont 86 M€ pour les enseignes de distribution (hors GreenYellow et promotion immobilière). Le ROC de **GreenYellow** s'élève à 27 M€ et celui de la **promotion immobilière** à 28 M€. **La marge de ROC France Retail** s'élève à 2,0%

Le ROC E-commerce est de -32 M€ contre 6 M€ au S1 2021 et -17 M€ au S1 2019. L'évolution par rapport au S1 2019 s'explique par les coûts de développement d'Octopia.

En **Amérique latine**, le **ROC s'établit à 271 M€ stable par rapport au S1 2021** (-9,7% hors crédits fiscaux et effet de change), tiré par la poursuite de la forte dynamique des ventes chez **Assaí et Grupo Éxito**, avec un recul de GPA Brésil lié aux fermetures des hypermarchés (déstockages avant cessions) et à un effort promotionnel renforcé.

Résultat financier et Résultat Net Part du Groupe normalisés⁶

Le **Résultat financier normalisé** de la période est de **-484 M€** contre -397 M€ au S1 2021, impacté principalement par une variation de -79 M€ du résultat financier hors intérêts sur passifs de loyers liée à une augmentation des taux et du change au Brésil.

Le Résultat net normalisé Part du Groupe s'établit à -102 M€, en retrait de -28 M€ par rapport au S1 2021.

Le **BNPA normalisé dilué**⁷ est de -1,35 € contre -1,03 € au S1 2021.

Les **Autres produits et charges opérationnels s'établissent à -284 M€ au S1 2022 contre 10 M€ au S1 2021** dont -155 M€ en France et -129 M€ en Amérique Latine. En France, les autres produits et charges opérationnels incluent -41 M€ de coûts non cash liés au plan de cession au S1 2022, contre +161 M€ au S1 2021.

¹ Hors essence et calendaire

² Donnée publiée par la filiale

³ Donnée contributive. Donnée publiée par la filiale : EBITDA de 40 M€ au S1 2022

⁴ EBITDA lié à la déneutralisation de promotion immobilière réalisée avec Mercialys (les opérations de promotion immobilière réalisées avec Mercialys sont neutralisées dans l'EBITDA à hauteur de la participation du Groupe dans Mercialys ; une baisse de la participation de Casino dans Mercialys ou une cession par Mercialys de ces actifs se traduiraient donc par une reconnaissance d'EBITDA antérieurement neutralisé)

⁵ Crédits fiscaux retraités par les filiales dans le calcul de l'EBITDA ajusté

⁶ Définition donnée en page 12

⁷ Le BNPA normalisé dilué intègre l'effet de dilution lié à la distribution des titres subordonnés TSSDI

Résultat Net de l'ensemble consolidé, Part du Groupe

Le **Résultat Net des activités poursuivies, Part du Groupe** s'établit à **-248 M€**, en baisse de **-210 M€** en raison principalement du résultat financier et des éléments exceptionnels.

Le **Résultat Net des activités abandonnées, part du Groupe**, s'établit à **-12 M€** au S1 2022 contre **-170 M€** au S1 2021.

Le **Résultat Net de l'ensemble consolidé, Part du Groupe** s'établit à **-259 M€** contre **-208 M€** au S1 2021.

Situation financière au 30 juin 2022

La Dette financière nette du Groupe hors IFRS 5 s'établit à **7,5 Mds€**, dont **5,1 Mds€** en France et **2,4 Mds€** en Amérique latine, en hausse par rapport au niveau de fin 2021 en raison de la saisonnalité de l'activité. Y compris IFRS 5, elle ressort à **6,6 Mds€**, dont **4,3 Mds€** en France et **2,3 Mds€** en Amérique latine.

Au 30 juin 2022, **la liquidité du Groupe en France (y compris Cdiscount) est de 2,2 Mds€**, dont **405 M€** de trésorerie et équivalents de trésorerie¹ et **1,8 Md€** de lignes de crédit confirmées non tirées disponibles à tout moment². Le Groupe dispose par ailleurs de **111 M€ sur un compte séquestre sécurisé** dédié au remboursement de la dette brute sécurisée au 30 juin 2022 (95 M€ au 11 juillet suite à des rachats de dette obligataire sécurisée de maturité janvier 2024).

Perspectives S2 2022 en France

Dans un contexte inflationniste, la priorité du Groupe Casino reste la croissance et le maintien d'un bon niveau de rentabilité assurant la progression de la génération de cash-flow

Au premier semestre 2022, malgré un environnement économique instable, le Groupe a renoué avec la croissance

Pour le second semestre 2022, dans un contexte de forte inflation, le Groupe entend maintenir sa dynamique de croissance :

- Poursuite du plan d'expansion de 800 ouvertures sur les formats de proximité (Monop', Franprix, Naturalia, Spar, Vival...), principalement en franchise (376 réalisées à fin S1)
- Développement des activités retail et e-commerce les plus porteuses (Casino Hyper Frais, partenariats Gorillas, Amazon et Ocado)

Pour l'année 2022, le Groupe confirme viser :

- Le maintien d'un **niveau de rentabilité élevé et l'amélioration de la génération de cash-flow**
- La **poursuite du plan de cession de 4,5 Mds€** en France dont la **réalisation complète est attendue d'ici fin 2023**

Le Conseil d'administration s'est réuni le 27 juillet 2022 pour arrêter les comptes consolidés du premier semestre 2022. Ces comptes ont fait l'objet d'un examen limité des commissaires aux comptes.

¹ Montant hors GreenYellow, classé en IFRS 5

² Covenants testés le dernier jour de chaque trimestre – en dehors de ces dates, le montant du tirage n'est pas limité

Annexe : Indicateurs alternatifs de performance

Les définitions des principaux indicateurs non-gaap sont disponibles sur le site du groupe Casino (<https://www.groupe-casino.fr/fr/investisseurs/information-reglementee-amf-documents-amf/>), notamment le résultat net normalisé qui est repris ci-dessous.

Le résultat net normalisé correspond au résultat net des activités poursuivies corrigé (i) des effets des autres produits et charges opérationnels tels que définis dans la partie « principes comptables » de l'annexe annuelle aux comptes consolidés, (ii) des effets des éléments financiers non récurrents ainsi que (iii) des produits et charges d'impôts afférents à ces retraitements et à l'application de la règle IFRIC 23 « Incertitudes relatives aux traitements fiscaux ».

Les éléments financiers non récurrents regroupent les variations de juste valeur des dérivés actions et les effets d'actualisation monétaire de passifs fiscaux brésiliens.

Cet agrégat permet de mesurer l'évolution du résultat récurrent des activités.

En millions d'euros	S1 2021 retraité	Eléments de normalisation	S1 2021 retraité normalisé	S1 2022	Eléments de normalisation	S1 2022 normalisé
Résultat Opérationnel Courant	440	0	440	380	0	380
Autres charges et produits opérationnels	10	(10)	0	(284)	284	0
Résultat opérationnel	450	(10)	440	96	284	380
Coût de l'endettement financier net	(224)	0	(224)	(252)	0	(252)
Autres produits et charges financiers ¹	(174)	0	(174)	(233)	2	(231)
Charge d'impôt ²	(44)	(10)	(54)	112	(86)	26
Quote-part de résultat net des entreprises associées et coentreprises	29	0	29	5	0	5
Résultat net des activités poursuivies	37	(19)	18	(272)	200	(72)
dont intérêts minoritaires ³	75	18	93	(24)	54	30
dont part du Groupe	(38)	(37)	(75)	(248)	145	(102)

¹ Sont retraités des autres produits et charges financiers, principalement les effets d'actualisation monétaire des passifs fiscaux, ainsi que les variations de juste valeur des Total Return Swaps

² Sont retraités de la charge d'impôt, les effets d'impôt relatifs aux autres produits et charges opérationnels et aux retraitements du résultat financier décrits ci-dessus, ainsi que les effets de la règle IFRIC23 "Incertitudes relatives aux traitements fiscaux"

³ Sont retraités des intérêts ne donnant pas le contrôle les montants associés aux éléments retraités ci-dessus

2. Evènements postérieurs à la clôture

Ardian et le groupe Casino signent un accord en vue de la cession de GreenYellow pour une valeur d'entreprise de 1,4 milliard d'euros

Le groupe Casino, Tikehau Capital et Bpifrance ont signé le 28 juillet 2022 une promesse unilatérale d'achat avec Ardian, via son activité Infrastructure, en vue de la cession d'une participation majoritaire dans GreenYellow, filiale énergétique du groupe Casino, pour une valeur d'entreprise de 1,4 milliard d'euros et une valeur des capitaux propres de 1,1 milliard d'euros. Les actionnaires de GreenYellow resteraient parties prenantes à la création de valeur de la société, via un réinvestissement s'élevant à 165 millions d'euros pour le groupe Casino.

Le produit de cette cession pour le groupe Casino, déduction faite du montant réinvesti, s'élèverait ainsi à 600 millions d'euros (dont 30 millions d'euros versés au closing dans un compte séquestre sous réserve du respect d'indicateurs opérationnels). L'opération envisagée fait l'objet d'un processus de consultation des instances représentatives du personnel compétentes. Elle devrait être finalisée au cours du quatrième trimestre 2022, sous réserve de l'obtention des autorisations réglementaires requises au titre du contrôle des concentrations et des investissements étrangers.

3. Description des principaux risques et incertitudes au S1 2022

Les facteurs de risque sont identiques à ceux identifiés dans le chapitre 4 du document d'enregistrement universel 2021 du Groupe Casino, disponible sur le site internet.

4. Transactions avec les parties liées

Les transactions avec les parties liées intervenues sur le premier semestre 2022 sont décrites dans la Note 12 – Transactions avec les parties liées des états financiers semestriels.

ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS

AU 30 JUIN 2022

SOMMAIRE

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE.....	16
ÉTAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE.....	17
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE.....	18
ÉTAT DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES.....	19
ÉTATS DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES.....	20
NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES.....	21

Etats financiers consolidés résumés

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

en millions d'euros	Notes	30 juin 2022	30 juin 2021 retraité ⁽ⁱ⁾
ACTIVITES POURSUIVIES			
Chiffre d'affaires, hors taxes	5 / 6.2	15 903	14 480
Autres revenus	5 / 6.2	225	224
Revenus totaux	5 / 6.2	16 128	14 704
Coût d'achat complet des marchandises vendues		(12 360)	(11 071)
Marge des activités courantes		3 768	3 633
Coûts des ventes	6.3	(2 645)	(2 532)
Frais généraux et administratifs	6.3	(743)	(660)
Résultat opérationnel courant	5.1	380	440
<i>Exprimé en % du CA HT</i>		<i>2,4%</i>	<i>3,0%</i>
Autres produits opérationnels	6.5	268	246
Autres charges opérationnelles	6.5	(551)	(236)
Résultat opérationnel		96	450
<i>Exprimé en % du CA HT</i>		<i>0,6%</i>	<i>3,1%</i>
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	9.3.1	27	8
Coût de l'endettement financier brut	9.3.1	(279)	(231)
Coût de l'endettement financier net	9.3.1	(252)	(224)
Autres produits financiers	9.3.2	90	69
Autres charges financières	9.3.2	(323)	(243)
Résultat avant impôt		(389)	52
<i>Exprimé en % du CA HT</i>		<i>-2,4%</i>	<i>0,4%</i>
Produit (Charge) d'impôt	7	112	(44)
Quote-part de résultat net des entreprises associées et des coentreprises		5	29
Résultat net des activités poursuivies		(272)	37
<i>Exprimé en % du CA HT</i>		<i>-1,7%</i>	<i>0,3%</i>
dont, part du Groupe		(248)	(38)
dont, intérêts ne donnant pas le contrôle		(24)	75
ACTIVITES ABANDONNEES			
Résultat net des activités abandonnées	3.2.2	(5)	(169)
dont, part du Groupe	3.2.2	(12)	(170)
dont, intérêts ne donnant pas le contrôle	3.2.2	7	2
ENSEMBLE CONSOLIDE			
Résultat net de l'ensemble consolidé		(277)	(132)
dont, part du Groupe		(259)	(208)
dont, intérêts ne donnant pas le contrôle		(17)	77

Résultat net par action

en euros	Notes	30 juin 2022	30 juin 2021 retraité ⁽ⁱ⁾
Des activités poursuivies, part du Groupe			
▪ de base		(2,70)	(0,69)
▪ dilué		(2,70)	(0,69)
De l'ensemble consolidé, part du Groupe			
▪ de base		(2,80)	(2,27)
▪ dilué		(2,80)	(2,27)

(i) Les comptes antérieurement publiés ont été retraités (note 1.3)

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

en millions d'euros	Du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2022	Du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2021 retraité ⁽ⁱ⁾
Résultat net de l'ensemble consolidé	(277)	(132)
Eléments recyclables ultérieurement en résultat	627	137
Couvertures de flux de trésorerie et réserve de coût de couverture ⁽ⁱⁱ⁾	30	20
Écarts de conversion ⁽ⁱⁱⁱ⁾	587	120
Instruments de dette évalués à la juste valeur par OCI	(1)	(1)
Quote-part des entreprises associées et des coentreprises dans les éléments recyclables	18	3
Effets d'impôt	(7)	(5)
Eléments non recyclables en résultat	37	(3)
Instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par OCI	-	-
Écarts actuariels ^(iv)	49	(4)
Quote-part des entreprises associées et des coentreprises dans les éléments non recyclables	-	-
Effets d'impôt	(13)	1
Autres éléments du résultat global au titre de l'exercice, nets d'impôt	664	134
Résultat global de l'ensemble consolidé au titre de l'exercice, net d'impôt	387	2
<i>Dont part du Groupe</i>	<i>40</i>	<i>(131)</i>
<i>Dont part des intérêts ne donnant pas le contrôle</i>	<i>347</i>	<i>133</i>

(i) Les comptes antérieurement publiés ont été retraités (note 1.3)

(ii) La variation de la réserve de coût de couverture sur le 1^{er} semestre 2022 et sur le 1^{er} semestre 2021 n'est pas significative

(iii) La variation du 1^{er} semestre 2022 de 587 millions d'euros résulte principalement de l'appréciation des monnaies brésilienne et colombienne pour respectivement 438 et 97 millions d'euros. La variation positive du 1^{er} semestre 2021 de 120 millions d'euros résultait principalement de l'appréciation de la monnaie brésilienne pour 218 millions d'euros compensée partiellement par la dépréciation de la monnaie colombienne pour -81 millions d'euros

(iv) La variation des écarts actuariels sur le 1^{er} semestre 2022 d'un montant de 49 millions d'euros reflète principalement la hausse du taux d'actualisation des engagements de retraite sur le périmètre français. Les hypothèses de taux d'actualisation retenues pour ce périmètre au 30 juin 2022 est de 3,5% (au 31 décembre 2021 : 1%)

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

ACTIFS en millions d'euros	Notes	30 juin 2022	31 décembre 2021 retraité ⁽ⁱ⁾	1 ^{er} janvier 2021 retraité ⁽ⁱ⁾
Goodwill	8	7 017	6 667	6 656
Immobilisations incorporelles	8	2 101	2 006	2 048
Immobilisations corporelles	8	4 942	4 641	4 279
Immeubles de placement	8	448	411	428
Actifs au titre de droits d'utilisation	8	5 074	4 748	4 888
Participations dans les entreprises associées et les coentreprises		221	201	191
Autres actifs non courants		1 172	1 183	1 217
Actifs d'impôts différés		1 463	1 195	1 022
Actifs non courants		22 439	21 053	20 728
Stocks		3 697	3 214	3 209
Créances clients		713	772	941
Autres actifs courants		2 242	2 033	1 770
Créances d'impôts courants		201	196	167
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9	1 688	2 283	2 744
Actifs détenus en vue de la vente	3.2	1 568	973	932
Actifs courants		10 109	9 470	9 763
TOTAL ACTIFS		32 548	30 523	30 491
CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS en millions d'euros	Notes	30 juin 2022	31 décembre 2021 retraité ⁽ⁱ⁾	1 ^{er} janvier 2021 retraité ⁽ⁱ⁾
Capital social	10.1	166	166	166
Primes, titres auto-détenus, autres réserves et résultats		2 580	2 577	3 135
Capitaux propres part du Groupe		2 746	2 742	3 301
Intérêts ne donnant pas le contrôle		3 250	2 880	2 855
Capitaux propres		5 995	5 622	6 155
Provisions pour retraites et engagements assimilés non courantes		218	273	289
Autres provisions non courantes	11.1	473	376	374
Dettes financières brutes non courantes	9.2	7 843	7 461	6 701
Passifs de loyers non courants		4 518	4 174	4 281
Dettes non courantes liées aux engagements de rachat d'intérêts ne donnant pas le contrôle		14	61	45
Autres dettes non courantes		216	225	201
Passifs d'impôts différés		438	405	508
Passifs non courants		13 719	12 975	12 398
Provisions pour retraites et engagements assimilés courantes		12	12	12
Autres provisions courantes	11.1	205	216	189
Dettes fournisseurs		6 071	6 099	6 190
Dettes financières brutes courantes	9.2	1 784	1 369	1 355
Passifs de loyers courants		747	718	705
Dettes courantes liées aux engagements de rachat d'intérêts ne donnant pas le contrôle		219	133	119
Dettes d'impôts exigibles		24	8	98
Autres dettes courantes		3 146	3 196	3 059
Passifs associés à des actifs détenus en vue de la vente	3.2	625	175	210
Passifs courants		12 834	11 926	11 937
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		32 548	30 523	30 491

(i) Les comptes antérieurement publiés ont été retraités (note 1.3)

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

en millions d'euros	Notes	30 juin 2022	30 juin 2021 retraité ⁽ⁱ⁾
Résultat avant impôt des activités poursuivies		(389)	52
Résultat avant impôt des activités abandonnées	3.2.2	(11)	(209)
Résultat avant impôt de l'ensemble consolidé		(400)	(157)
Dotations aux amortissements	6.4	689	652
Dotations aux provisions et dépréciation	4.1	82	(81)
Pertes / (gains) liés aux variations de juste valeur	9.3.2	1	(4)
Charges / (produits) calculés liés aux stocks options et assimilés		7	9
Autres charges / (produits) calculés		(49)	(11)
Résultats sur cessions d'actifs	4.4	(53)	(97)
Pertes / (profits) liés à des variations de parts d'intérêts de filiales avec prise / perte de contrôle		(22)	11
Dividendes reçus des entreprises associées et des coentreprises		2	10
Coût de l'endettement financier net	9.3.1	252	224
Intérêts financiers nets au titre des contrats de location	9.3.2	161	154
Coûts de non tirage, coûts de mobilisation de créances sans recours et opérations assimilées	9.3.2	54	23
Résultats de cession et retraitements liés aux activités abandonnées		-	90
Capacité d'Autofinancement (CAF)		725	824
Impôts versés		(71)	(87)
Variation du Besoin en Fonds de Roulement (BFR)	4.2	(879)	(906)
Impôts versés et variation du BFR liés aux activités abandonnées		(100)	(97)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		(324)	(266)
Dont activités poursuivies		(214)	(50)
Décaissements liés aux acquisitions :			
▪ d'immobilisations corporelles, incorporelles et immeubles de placement	4.3	(833)	(494)
▪ d'actifs financiers	4.10	(35)	(3)
Encaissements liés aux cessions :			
▪ d'immobilisations corporelles, incorporelles et immeubles de placement	4.4	246	19
▪ d'actifs financiers	4.10	397	158
Incidence des variations de périmètre avec changement de contrôle	4.5	(21)	(9)
Incidence des variations de périmètre en lien avec des entreprises associées et des coentreprises	4.6	300	(6)
Variation des prêts et avances consentis		(6)	(16)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités abandonnées		(29)	(49)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		20	(399)
Dont activités poursuivies		49	(350)
Dividendes versés aux :			
▪ actionnaires de la société mère		-	-
▪ intérêts ne donnant pas le contrôle		(42)	(77)
▪ porteurs de TSSDI	10.4	(34)	(32)
Augmentation et diminution de capital de la société mère		-	-
Transactions entre le Groupe et les intérêts ne donnant pas le contrôle	4.7	(2)	3
Cessions / (acquisitions) de titres auto-détenus		(2)	-
Augmentation emprunts et dettes financières	4.8	1 052	2 636
Diminution emprunts et dettes financières	4.8	(862)	(1 998)
Remboursement des passifs de loyer		(314)	(321)
Intérêts financiers nets versés	4.9	(460)	(335)
Autres remboursements		(16)	(13)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement des activités abandonnées		(1)	(6)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		(682)	(143)
Dont activités poursuivies		(681)	(138)
Incidence des variations monétaires sur la trésorerie des activités poursuivies		237	74
Incidence des variations monétaires sur la trésorerie des activités abandonnées		-	-
Variation de trésorerie	4.8	(750)	(735)
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets d'ouverture		2 223	2 675
- Dont trésorerie et équivalents de trésorerie nets des activités poursuivies	9	2 224	2 675
- Dont trésorerie et équivalents de trésorerie nets des activités détenues en vue de la vente		(1)	(1)
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets de clôture		1 472	1 940
- Dont trésorerie et équivalents de trésorerie nets des activités poursuivies	9	1 427	1 941
- Dont trésorerie et équivalents de trésorerie nets des activités détenues en vue de la vente		46	(1)

(i) Les comptes antérieurement publiés ont été retraités (note 1.3)

ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

En millions d'euros (avant affectation du résultat)	Capital	Réserves liées au capital ⁽ⁱ⁾	Titres auto- détenus	TSSDI	Réserves et résultats consolidés	Autres réserves ⁽ⁱⁱ⁾	Capitaux propres Part du Groupe ⁽ⁱⁱⁱ⁾	Intérêts ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres Totaux
Au 1^{er} janvier 2021 publié	166	3 901	(22)	1 350	1 000	(3 087)	3 309	2 856	6 165
Incidences décision de l'IFRS IC relative aux coûts SaaS (note 1.3)	-	-	-	-	(8)	-	(8)	(2)	(10)
Au 1^{er} janvier 2021 retraité (*)	166	3 901	(22)	1 350	992	(3 087)	3 301	2 855	6 155
Autres éléments du résultat global au titre de l'exercice retraité (*)	-	-	-	-	-	78	78	56	134
Résultat de l'exercice retraité (*)	-	-	-	-	(208)	-	(208)	77	(132)
Résultat global de l'ensemble consolidé au titre de l'exercice retraité (*)	-	-	-	-	(208)	78	(131)	133	2
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur titres auto-détenus ^(iv)	-	-	5	-	(6)	-	(1)	-	(1)
Dividendes versés / à verser aux porteurs d'actions ^(v)	-	-	-	-	-	-	-	(22)	(22)
Dividendes versés / à verser aux porteurs de TSSDI ^(v)	-	-	-	-	(36)	-	(36)	-	(36)
Palements en actions	-	-	-	-	4	-	4	9	13
Variation des parts d'intérêts liées à la prise / perte de contrôle des filiales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation des parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales	-	-	-	-	(13)	-	(13)	2	(10)
Autres mouvements ^(vi)	-	-	-	-	13	-	13	19	32
Au 30 juin 2021 retraité (*)	166	3 901	(16)	1 350	746	(3 009)	3 138	2 996	6 134
Au 1^{er} janvier 2022 publié	166	3 901	(14)	1 350	438	(3 086)	2 755	2 883	5 638
Incidences décision de l'IFRS IC relative aux coûts SaaS (note 1.3)	-	-	-	-	(13)	-	(13)	(3)	(15)
Au 1^{er} janvier 2022 retraité (*)	166	3 901	(14)	1 350	426	(3 086)	2 742	2 880	5 622
Autres éléments du résultat global au titre de l'exercice	-	-	-	-	-	300	300	364	664
Résultat de l'exercice	-	-	-	-	(259)	-	(259)	(17)	(277)
Résultat global de l'ensemble consolidé au titre de l'exercice	-	-	-	-	(259)	300	40	347	387
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur titres auto-détenus ^(iv)	-	-	1	-	(3)	-	(2)	-	(2)
Dividendes versés / à verser aux porteurs d'actions ^(v)	-	-	-	-	-	-	-	(15)	(15)
Dividendes versés / à verser aux porteurs de TSSDI ^(v)	-	-	-	-	(43)	-	(43)	-	(43)
Palements en actions	-	-	-	-	4	-	4	4	8
Variation des parts d'intérêts liées à la prise / perte de contrôle des filiales	-	-	-	-	-	-	-	1	1
Variation des parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales	-	-	-	-	(21)	-	(21)	(5)	(25)
Autres mouvements ^(vi)	-	-	-	-	24	-	24	37	62
Au 30 juin 2022	166	3 901	(13)	1 350	128	(2 787)	2 746	3 250	5 995

(*) Les comptes antérieurement publiés ont été retraités (note 1.3)

(i) Réserves liées au capital = primes d'émissions, prime d'apport, primes de fusions, réserves légales

(ii) Voir note 10.2

(iii) Attribuable aux actionnaires de Casino, Guichard-Perrachon

(iv) Voir note 10.1 pour les opérations sur titres auto-détenus

(v) Voir note 10.4 pour les dividendes versés et à verser aux porteurs d'actions et TSSDI. Les dividendes de la période versés et à verser aux intérêts ne donnant pas le contrôle concernant principalement GPA, Exito et l'Uruguay à hauteur respectivement de 4, 7 et 3 millions d'euros (2021 : Sendas, GPA et Exito pour respectivement 6, 7 et 7 millions d'euros)

(vi) Principalement lié à la réévaluation chez Libertad en application de la norme IAS 29 au titre de l'économie hyperinflationniste

COMPTES CONSOLIDES

SOMMAIRE DETAILLE DES NOTES ANNEXES

NOTE 1 PRINCIPES COMPTABLES GENERAUX - 22

1.1	REFERENTIEL	22
1.2	BASES DE PREPARATION ET DE PRESENTATION DES COMPTES CONSOLIDES	23
1.3	CHANGEMENTS DE METHODES COMPTABLES ET RETRAITEMENT DE L'INFORMATION COMPARATIVE	24

NOTE 2 FAITS MARQUANTS ----- 26

NOTE 3 PERIMETRE DE CONSOLIDATION----- 27

3.1	OPERATIONS DE PERIMETRE	27
3.2	ACTIFS DETENUS EN VUE DE LA VENTE ET ACTIVITES ABANDONNEES	28
3.3	PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES ET LES COENTREPRISES	28

NOTE 4 COMPLEMENT D'INFORMATION SUR LE TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE ----- 30

4.1	RECONCILIATION DES DOTATIONS AUX PROVISIONS	30
4.2	RECONCILIATION DE LA VARIATION DU BFR AVEC LES POSTES DU BILAN	30
4.3	RECONCILIATION DES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS	30
4.4	RECONCILIATION DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS ..	31
4.5	INCIDENCE SUR LA TRESORERIE DES VARIATIONS DE PERIMETRE AVEC CHANGEMENT DE CONTROLE	31
4.6	INCIDENCES DES VARIATIONS DE PERIMETRE EN LIEN AVEC DES ENTREPRISES ASSOCIEES ET DES COENTREPRISES	31
4.7	INCIDENCE SUR LA TRESORERIE DES TRANSACTIONS AVEC LES INTERETS NE DONNANT PAS LE CONTROLE	31
4.8	RECONCILIATION ENTRE LA VARIATION DE TRESORERIE ET LA VARIATION DE DETTE FINANCIERE NETTE	32
4.9	RECONCILIATION DES INTERETS FINANCIERS NETS VERSES	32
4.10	FLUX DE TRESORERIE D'INVESTISSEMENT LIES A DES ACTIFS FINANCIERS	32

NOTE 5 INFORMATION SECTORIELLE ----- 33

5.1	INDICATEURS CLES PAR SECTEUR OPERATIONNEL	33
5.2	INDICATEURS CLES PAR ZONE GEOGRAPHIQUE	33

NOTE 6 DONNEES LIEES A L'ACTIVITE ----- 34

6.1	SAISONNALITE DE L'ACTIVITE	34
6.2	VENTILATION DES REVENUS TOTAUX	34
6.3	NATURE DE CHARGES PAR FONCTION	34
6.4	AMORTISSEMENTS	34
6.5	AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS	35

NOTE 7 IMPOTS ----- 36

NOTE 8 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, CORPORELLES, IMMEUBLES DE PLACEMENT ET DROITS D'UTILISATION ----- 37

NOTE 9 STRUCTURE FINANCIERE ET COUTS FINANCIERS ----- 37

9.1	TRESORERIE NETTE	37
9.2	EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES	38
9.3	RESULTAT FINANCIER	40
9.4	JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS	41
9.5	RISQUE DE CREDIT COMMERCIAL	42
9.6	RISQUE DE LIQUIDITE	42

NOTE 10 CAPITAUX PROPRES ----- 43

10.1	ELEMENTS SUR CAPITAL SOCIAL, SUR ACTIONS PROPRES ET D'AUTOCONTROLE	43
10.2	COMPOSITION DES AUTRES RESERVES	43
10.3	INTERETS NE DONNANT PAS LE CONTROLE SIGNIFICATIFS	44
10.4	DIVIDENDES	44

NOTE 11 AUTRES PROVISIONS ----- 45

11.1	DECOMPOSITION ET VARIATIONS	45
11.2	DETAIL DES PROVISIONS POUR LITIGES DU BRESIL	45
11.3	PASSIFS ET ACTIFS EVENTUELS	46

NOTE 12 TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES ----- 48

NOTE 13 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE ----- 48

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

INFORMATIONS RELATIVES AU GROUPE CASINO, GUICHARD-PERRACHON

Casino, Guichard-Perrachon est une société anonyme de droit français, cotée sur Euronext Paris, compartiment A. La Société et ses filiales sont ci-après dénommées « le Groupe » ou « le groupe Casino ». Le siège social de la Société est situé 1, Cours Antoine Guichard, 42008 Saint-Etienne.

Les états financiers consolidés au 30 juin 2022 reflètent la situation comptable de la Société et de ses filiales, ainsi que les intérêts du Groupe dans les entreprises associées et coentreprises.

En date du 27 juillet 2022, le Conseil d'administration a arrêté et autorisé la publication des états financiers consolidés de Casino, Guichard-Perrachon pour le semestre se terminant le 30 juin 2022.

Note 1 Principes comptables généraux

1.1 Référentiel

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés du groupe Casino sont établis conformément aux normes IFRS (*International Financial Reporting Standards*) publiées par l'IASB (*International Accounting Standards Board*) telles qu'adoptées par l'Union européenne à la date d'arrêté des comptes par le Conseil d'administration qui sont applicables au 30 juin 2022.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne à l'adresse suivante : https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_fr.

Les états financiers consolidés semestriels, présentés de manière résumée, ont été préparés conformément à la norme internationale d'information financière IAS 34 (« Information financière intermédiaire »). Ils ne comportent pas toutes les informations et annexes telles que présentées dans les états financiers annuels. De ce fait, il convient d'en effectuer la lecture en parallèle avec les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2021, qui sont disponibles sur demande au siège social de la société ou sur le site internet www.groupe-casino.fr.

Normes, amendements de normes et interprétations adoptés par l'Union européenne et d'application obligatoire à partir de l'exercice ouvert au 1^{er} janvier 2022

L'Union européenne a adopté les textes suivants qui sont d'application obligatoire par le Groupe pour son exercice ouvert le 1^{er} janvier 2022 et sans incidence significative sur les états financiers consolidés du Groupe :

- *Amendements à IFRS 3 – Référence au cadre conceptuel*

Ces amendements sont d'application prospective et obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2022. Ils mettent à jour une référence au Cadre conceptuel sans changer les dispositions comptables pour les regroupements d'entreprises

- *Amendements à IAS 16 – Immobilisations corporelles – produits antérieurs à l'utilisation prévue*

Ces amendements sont d'application rétrospective à compter du 1^{er} janvier 2022. Ils suppriment l'exception au principe général prévue au paragraphe IAS 16.17e, ce qui interdit à l'entité de déduire du coût d'une immobilisation corporelle les produits nets dégagés au cours des tests de fonctionnement de l'immobilisation. Le produit de la vente de tels éléments sera nécessairement reconnu au compte de résultat

- *Amendements à IAS 37 – Contrats déficitaires – coûts d'exécution d'un contrat*

Ces amendements sont d'application rétrospective à compter du 1^{er} janvier 2022. Ils précisent les coûts qu'une entreprise doit inclure pour déterminer si un contrat est déficitaire et notamment que les coûts d'exécution d'un contrat incluent à la fois les coûts marginaux, tels que les coûts de la main-d'œuvre directe et des matières, et l'imputation d'autres coûts directement liés au contrat, comme par exemple la charge d'amortissement relative à une immobilisation corporelle utilisée entre autres pour l'exécution du contrat.

▪ Améliorations annuelles des normes IFRS – Cycle 2018-2020

Les principales normes concernées sont :

- IFRS 9 : ces amendements précisent qu'il faut inclure les honoraires dans le critère des 10 % relatif à la décomptabilisation de passifs financiers ;
- IFRS 16 : ces amendements modifient l'exemple illustratif 13 afin de supprimer l'exemple traitant des paiements au titre des améliorations locatives versés par le bailleur ;
- IFRS 1 et IAS 41 qui font l'objet d'amendements mineurs qui ne sont pas applicables au Groupe.

Décision de l'IFRS IC portant sur les coûts d'implémentation, de configuration et de personnalisation des logiciels en mode SaaS (accord de cloud – « Software as a Service »)

L'IFRS IC a publié en avril 2021 une décision relative à la comptabilisation des coûts de configuration ou de personnalisation d'un logiciel utilisé en mode SaaS (Software as a Service).

Au cours du 1^{er} semestre 2022, le Groupe a finalisé le recensement des contrats et les analyses relatives aux différentes natures de coûts engagés afin d'identifier ceux affectés par cette décision. Ces analyses ont conduit le Groupe à changer la méthode de comptabilisation de ces coûts de personnalisation et de configuration lorsqu'ils ne remplissent pas les critères de capitalisation selon IAS 38 (quand le Groupe ne contrôle pas la solution SaaS) et lorsqu'ils ne correspondent pas au développement d'une interface avec cette solution SaaS. Ces coûts sont désormais comptabilisés en charge, dans la plupart des cas quand ils sont encourus, et notamment si les travaux sont réalisés en interne ou par un intégrateur tiers (non lié à l'éditeur de la solution SaaS). Ces coûts sont étalés sur la durée du contrat SaaS si les travaux sont réalisés par l'éditeur de la solution SaaS ou par son sous-traitant et ne seraient pas séparables de l'accès à la solution SaaS mais le Groupe n'est pas significativement concerné par ce dernier cas. Les incidences liées à l'application rétrospective de cette décision sont détaillées dans la note 1.3.

Décision de l'IFRS IC portant sur les dépôts à vue avec restrictions d'utilisation

En avril 2022, l'IFRS IC a publié une décision concernant la présentation d'un dépôt à vue en tant que composante de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au bilan et dans le tableau des flux de trésorerie lorsque le dépôt à vue est soumis à des restrictions contractuelles d'utilisation convenues avec un tiers.

Dans sa décision, l'IFRS IC a conclu que les restrictions d'utilisation d'un dépôt à vue découlant d'un contrat avec un tiers n'ont pas pour effet de modifier la nature de trésorerie du dépôt à vue, à moins que ces restrictions ne modifient la nature du dépôt de telle sorte qu'il ne réponde plus à la définition de la trésorerie selon IAS 7.

Compte tenu de la publication récente de cette décision, le Groupe lancera au cours du 2^{ème} semestre le recensement et l'analyse des comptes de dépôt à vue afin d'estimer les impacts comptables.

1.2 Bases de préparation et de présentation des comptes consolidés

1.2.1 Bases d'évaluation

Les états financiers consolidés sont présentés en euro qui est la monnaie fonctionnelle de la maison mère du Groupe. Les montants indiqués dans les états financiers consolidés sont arrondis au million le plus proche et comprennent des données individuellement arrondies. Les calculs arithmétiques effectués sur la base des éléments arrondis peuvent présenter des divergences avec les agrégats ou sous-totaux affichés.

1.2.2 Recours à des estimations et au jugement

La préparation des états financiers consolidés requiert, de la part de la Direction, l'utilisation de jugements, d'estimations et d'hypothèses susceptibles d'avoir une incidence sur les montants d'actifs, passifs, produits et charges figurant dans les comptes, ainsi que sur les informations données dans certaines notes de l'annexe. Les hypothèses ayant par nature un caractère incertain, les réalisations pourront s'écarter des estimations. Le Groupe revoit régulièrement ses estimations et appréciations de manière à prendre en compte l'expérience passée et à intégrer les facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques.

Les jugements, estimations et les hypothèses élaborés sur la base des informations disponibles à la date d'arrêté des comptes, portent en particulier sur :

- le classement et l'évaluation d'actifs du segment France selon la norme IFRS 5 (note 3.2) ;
- les évaluations des actifs non courants et goodwill (note 8) ;
- l'évaluation des impôts différés actifs ;
- la reconnaissance, la présentation et l'évaluation de la valeur recouvrable des crédits d'impôt ou de taxes (principalement ICMS, PIS et COFINS au Brésil) (notes 5.1 et 11) ;
- les modalités d'application de la norme IFRS 16 dont notamment la détermination des taux d'actualisation et de la durée de location à retenir pour l'évaluation du passif de loyer de contrats disposant d'options de renouvellement ou de résiliation ;
- ainsi que les provisions pour risques (note 11), notamment fiscaux et sociaux au Brésil.

1.3 Changements de méthodes comptables et retraitement de l'information comparative

Les tableaux ci-dessous présentent les incidences sur le compte de résultat consolidé, l'état du résultat global consolidé, l'état des flux de trésorerie consolidés et l'état de la situation financière consolidée précédemment publiés, résultant de l'application rétrospective des décisions de l'IFRS IC suivantes :

- Décision de l'IFRS IC portant sur les coûts d'implémentation, de configuration et de personnalisation des logiciels en mode Saas (note 1.1) ;
- Décision de l'IFRS IC relative à la norme IAS 19 (cf note 1.3 états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2021).

Impacts sur les principaux agrégats du compte de résultat consolidé au 30 juin 2021

en millions d'euros	30 juin 2021 publié	Incidences décision IFRS IC – IAS 19	Incidences décision IFRS IC – Coûts SaaS	30 juin 2021 retraité
Chiffre d'affaires	14 480	-	-	14 480
Autres revenus	224	-	-	224
Revenus totaux	14 704	-	-	14 704
Coût d'achat complet des marchandises vendues	(11 071)	-	-	(11 071)
Coût des ventes	(2 531)	(1)	-	(2 532)
Frais généraux et administratifs	(657)	-	(3)	(660)
Résultat opérationnel courant	444	(1)	(3)	440
Résultat opérationnel	455	(2)	(3)	450
Coût de l'endettement financier net	(224)	-	-	(224)
Autres produits et charges financiers	(175)	-	-	(174)
Résultat avant impôt	57	(2)	(3)	52
Produit (charge) d'impôt	(46)	1	1	(44)
Quote-part de résultat net des entreprises associées et des coentreprises	29	-	-	29
Résultat net des activités poursuivies	41	(1)	(3)	37
<i>Dont part du Groupe</i>	(35)	(1)	(2)	(38)
<i>Dont intérêts ne donnant pas le contrôle</i>	76	-	-	75
Résultat net des activités abandonnées	(169)	-	-	(169)
<i>Dont part du Groupe</i>	(170)	-	-	(170)
<i>Dont intérêts ne donnant pas le contrôle</i>	2	-	-	2
Résultat net de l'ensemble consolidé	(128)	(1)	(3)	(132)
<i>Dont part du Groupe</i>	(205)	(1)	(2)	(208)
<i>Dont intérêts ne donnant pas le contrôle</i>	77	-	-	77

Impacts sur les principaux agrégats de l'état du résultat global consolidé au 30 juin 2021

en millions d'euros	30 juin 2021 publié	Incidences décision IFRS IC – IAS 19	Incidences décision IFRS IC – Coûts SaaS	30 juin 2021 retraité
Résultat net de l'ensemble consolidé	(128)	(1)	(3)	(132)
Eléments recyclables ultérieurement en résultat	137	-	-	137
<i>Dont écarts de conversion</i>	120	-	-	120
Eléments non recyclables ultérieurement en résultat	(3)	-	-	(3)
<i>Dont écarts actuariels</i>	(4)	-	-	(4)
<i>Dont effets d'impôt</i>	1	-	-	1
Autres éléments du résultat global au titre de la période, nets d'impôt	134	-	-	134
Résultat global de l'ensemble consolidé au titre de l'exercice, net d'impôt	6	(1)	(3)	2
<i>Dont part du Groupe</i>	(127)	(1)	(2)	(131)
<i>Dont part des intérêts ne donnant pas le contrôle</i>	133	-	(1)	133

Impacts sur les principaux agrégats de l'état de la situation financière consolidée au 1^{er} janvier 2021

en millions d'euros	1 ^{er} janvier 2021 publié	Incidences décision IFRS IC – Coûts SaaS	1 ^{er} janvier 2021 retraité
Actifs non courants	20 738	(10)	20 728
<i>Dont immobilisations incorporelles</i>	<i>2 061</i>	<i>(12)</i>	<i>2 048</i>
<i>Dont actifs impôts différés</i>	<i>1 019</i>	<i>2</i>	<i>1 022</i>
Actifs courants	9 763	-	9 763
Total actifs	30 501	(10)	30 491
Capitaux propres	6 165	(10)	6 155
<i>Dont capitaux propres part du Groupe</i>	<i>3 309</i>	<i>(8)</i>	<i>3 301</i>
<i>Dont intérêts ne donnant pas le contrôle</i>	<i>2 856</i>	<i>(2)</i>	<i>2 855</i>
Passifs non courants	12 398	-	12 398
Passifs courants	11 937	-	11 937
Total capitaux propres et passifs	30 501	(10)	30 491

Impacts sur les principaux agrégats de l'état de la situation financière consolidée au 31 décembre 2021

en millions d'euros	31 Décembre 2021 publié	Incidences décision IFRS IC – Coûts Saas	31 Décembre 2021 retraité
Actifs non courants	21 067	(14)	21 053
<i>Dont immobilisations incorporelles</i>	<i>2 024</i>	<i>(18)</i>	<i>2 006</i>
<i>Dont actifs impôts différés</i>	<i>1 191</i>	<i>4</i>	<i>1 195</i>
Actifs courants	9 470	-	9 470
Total actifs	30 537	(14)	30 523
Capitaux propres	5 638	(15)	5 622
<i>Dont capitaux propres part du Groupe</i>	<i>2 755</i>	<i>(13)</i>	<i>2 742</i>
<i>Dont intérêts ne donnant pas le contrôle</i>	<i>2 883</i>	<i>(3)</i>	<i>2 880</i>
Passifs non courants	12 975	-	12 975
Passifs courants	11 925	1	11 926
<i>Dont dettes fournisseurs</i>	<i>6 097</i>	<i>2</i>	<i>6 099</i>
<i>Dont autres dettes courantes</i>	<i>3 197</i>	<i>(1)</i>	<i>3 196</i>
Total capitaux propres et passifs	30 537	(14)	30 523

Impacts sur les principaux agrégats de l'état des flux de trésorerie consolidés au 30 juin 2021

en millions d'euros	30 juin 2021 publié	Incidences décision IFRS IC – IAS 19	Incidences décision IFRS IC – Coûts SaaS	30 juin 2021 retraité
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	(262)	-	(5)	(266)
<i>Dont résultat avant impôt de l'ensemble consolidé</i>	<i>(151)</i>	<i>(2)</i>	<i>(3)</i>	<i>(157)</i>
<i>Dont dotation aux amortissements</i>	<i>654</i>	<i>-</i>	<i>(2)</i>	<i>652</i>
<i>Dont autres éléments de la CAF</i>	<i>326</i>	<i>2</i>	<i>-</i>	<i>328</i>
<i>Dont variation du BFR et impôts versés</i>	<i>(993)</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>(993)</i>
<i>Dont variation du BFR et impôts versés liés aux activités abandonnées</i>	<i>(97)</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>(97)</i>
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(404)	-	5	(399)
<i>Dont décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles, incorporelles et immeubles de placement</i>	<i>(499)</i>	<i>-</i>	<i>5</i>	<i>(494)</i>
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(143)	-	-	(143)
<i>Incidence des variations monétaires sur la trésorerie</i>	<i>74</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>74</i>
Variation de la trésorerie nette	(735)	-	-	(735)
<i>Trésorerie et équivalents de trésorerie d'ouverture</i>	<i>2 675</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>2 675</i>
<i>Trésorerie et équivalents de trésorerie de clôture</i>	<i>1 940</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>1 940</i>

Note 2 Faits marquants

Les faits marquants du semestre sont les suivants :

Impact de la guerre en Ukraine et de la crise sanitaire et économique sur les comptes consolidés

La situation géopolitique en Europe de l'Est s'est aggravée le 24 février 2022, à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Le Groupe n'est pas exposé directement aux pays en conflit et ne constate pas d'effet direct sur sa performance compte tenu de l'absence de magasins en Ukraine et en Russie, et d'achats très limités dans ces deux pays. Cependant, le conflit affecte de plus en plus l'économie et les marchés des capitaux mondiaux et exacerbe une situation déjà difficile sur le plan économique, découlant notamment de l'accélération de l'inflation et de la perturbation des chaînes d'approvisionnement mondiales. Ainsi, les contrôles à l'exportation/importation et les sanctions économiques prises à l'encontre de la Russie peuvent avoir des effets négatifs sur les activités du Groupe, sa chaîne d'approvisionnement, ses partenaires commerciaux ou ses clients. De même, les effets indirects se traduisant par une hausse de l'inflation, la fluctuation des prix de l'énergie et des matières premières entraînent une augmentation des coûts de transport et des coûts d'achat de certains produits.

Tous ces effets peuvent interrompre la capacité du Groupe à fournir certains produits et entraîner des changements dans les habitudes d'achat des clients et des modifications de la structure des coûts (notamment stocks, frais de transport ainsi que masse salariale) et en conséquence se traduire par des incidences potentiellement défavorables sur notre résultat d'exploitation, notre situation financière et nos flux de trésorerie.

Faisant suite à la conjoncture exceptionnelle sur le marché de l'énergie (prix de l'électricité et du gaz en Europe), le Groupe a décidé d'arrêter son activité de vente d'énergie de GreenYellow fin 2021 ; l'entité GreenYellow Vente d'Energie a été cédée fin mai. Au-delà de cet événement, le Groupe n'a pas constaté au cours du semestre d'incidence significative résultant de changement dans ses estimations et ses jugements.

Le Groupe n'opère pas dans ces pays mais continue de surveiller les effets de la guerre et ses expositions indirectes.

Réalisation de la cession de FLOA à BNP Paribas

Le 31 janvier 2022, le groupe Casino et Crédit Mutuel Alliance Fédérale ont réalisé la cession de FLOA à BNP Paribas (note 3).

Signature d'un protocole d'accord avec OCADO visant à étendre leur partenariat

Le 17 février 2022, le groupe Casino et OCADO ont annoncé la signature d'un protocole d'accord visant à étendre leur partenariat privilégié en France. Ce protocole prévoit :

- la création d'une société commune qui fournira des services logistiques d'entrepôts automatisés équipés de la technologie d'Ocado et à destination de l'ensemble des acteurs de la distribution alimentaires en ligne en France ;
- un accord aux termes duquel Ocado intégrera dans sa plateforme de services la solution marketplace d'Octopia (filiale de Cdiscount), ce qui permettra aux partenaires internationaux d'Ocado de lancer leur propre marketplace ;
- le déploiement par le groupe Casino de la solution de préparation de commandes en magasin d'Ocado (In-Store Fulfilment) dans son parc de magasins Monoprix.

La signature de ce partenariat n'a entraîné aucune conséquence comptable significative dans les comptes du Groupe au 30 juin 2022.

Opérations de financement chez GreenYellow

Le 21 février 2022, GreenYellow a annoncé avoir levé près de 200 millions d'euros de financements dont :

- 109 millions d'euros d'obligations convertibles en actions, avec bons de souscription d'actions d'une maturité de 5 ans, souscrites auprès d'un investisseur institutionnel, Farallon Capital. Cette opération a été traitée comme un instrument hybride composé d'un instrument de dette et d'un dérivé incorporé enregistrés respectivement en dette financière pour 101 millions d'euros et en dérivé à la juste valeur par le résultat pour 8 millions d'euros (10 millions d'euros au 30 juin 2022) ;
- 87 millions d'euros de crédit syndiqué auprès d'un pool de banques de premier plan, d'une maturité initiale d'un an (31 décembre 2022).

Cession de la totalité de la participation au capital de Mercialys

Dans la continuité de la cession de 6,5% du capital de Mercialys au travers d'un TRS conclu le 21 février 2022 et désormais dénoué, le groupe Casino a procédé le 4 avril 2022 à la cession du solde de sa participation dans Mercialys, soit 10,3% du capital dans le cadre d'un nouveau TRS (note 3).

Projet de cession de GreenYellow

Le 16 mai 2022, le Groupe a annoncé avoir lancé un processus de cession de GreenYellow. Le 28 juillet 2022, Ardian et le groupe Casino ont signé un accord en vue de la cession de GreenYellow pour une valeur d'entreprise de 1,4 milliard d'euros (note 13). Au 30 juin 2022, en application de la norme IFRS 5 – "Actifs détenus en vue de la vente et activités abandonnées", les actifs et passifs associés sont classés au bilan sur une ligne distincte (note 3.2.1).

Réorganisation juridique du groupe Casino en France

Le 15 juin 2022, le Groupe a annoncé envisager de simplifier et accroître la lisibilité de son organisation juridique en France en plaçant l'ensemble de ses filiales de distribution alimentaire (principalement Franprix, Monoprix, Distribution Casino France, Easydis et AMC) sous une société holding commune détenue à 100% par Casino, Guichard-Perrachon.

Les segments de reporting et la structure de management du Groupe demeureront inchangés. Les institutions représentatives du personnel des filiales concernées sont informées et consultées conformément aux dispositions légales. La réalisation de l'opération devrait avoir lieu d'ici la fin de l'année 2022.

Cette opération n'a entraîné aucune conséquence comptable significative dans les comptes du Groupe au 30 juin 2022.

Signature d'un accord stratégique en vue d'étendre le partenariat entre le Groupe et Gorillas à l'enseigne Frichti

Le 30 juin 2022, le Groupe et Gorillas ont signé un accord venant étendre leur partenariat mis en place en décembre 2021. Cet accord permet à Frichti d'avoir accès aux produits de marque nationale, et aux produits de marque Monoprix. Ces produits sont désormais disponibles sur la plateforme Frichti et livrés aux consommateurs en quelques minutes, dans les zones géographiques où Frichti opère déjà. Par ce partenariat, qui fait suite à l'acquisition de l'enseigne française Frichti par Gorillas, le groupe Casino souhaite renforcer les liens entre le leader français du Quick Commerce et Monoprix, leader sur la livraison à domicile dans les centres villes. Le groupe Casino devient ainsi directement associé à la création de valeur de Frichti via une participation au capital de l'entreprise.

La participation acquise est présentée en instruments de capitaux propres à la juste valeur par les autres éléments du résultat global au sein des « Autres actifs non courants ».

Plan de cession d'actifs non stratégiques

Le Groupe a lancé mi-2018 un plan de cession d'actifs non stratégiques totalisant 3,2 milliards d'euros d'actifs cédés au 31 décembre 2021. En 2022, le Groupe a poursuivi ce plan de cession avec essentiellement la cession de sa participation résiduelle dans le capital de Mercialis (note 3). En conséquence, le montant des cessions d'actifs non stratégiques atteint 4 milliards d'euros sur un plan de cession annoncé de 4,5 milliards d'euros (incluant la cession de Green Yellow – note 13).

Note 3 Périmètre de consolidation

3.1 Opérations de périmètre

Cession de FLOA

Le 31 janvier 2022, le groupe Casino et Crédit Mutuel Alliance Fédérale ont réalisé la cession de FLOA à BNP Paribas. Le prix de cession hors frais s'établit à 200 millions d'euros dont 192 millions d'euros ont été encaissés nets de frais (note 4.6) ; il se décompose en (i) 150 millions d'euros relatifs à la cession des titres représentant 50% du capital de FLOA et (ii) 50 millions d'euros relatifs d'une part à la cession d'actifs technologiques de l'activité de paiement fractionné « FLOA PAY » et d'autre part à un complément de prix en liaison avec le renouvellement des accords commerciaux entre Cdiscount, les enseignes Casino et FLOA (Cdiscount continue notamment à opérer son activité de paiement fractionné par carte bancaire, en s'appuyant sur FLOA et le groupe BNP Paribas).

Par ailleurs, le groupe Casino reste associé au succès de développement de l'activité « FLOA PAY » à hauteur de 30% de la valeur future créée (à horizon 2025).

Cession de Mercialis et perte d'influence notable

Le 21 février 2022, le Groupe a procédé à la cession de 6,5% du capital de Mercialis au travers d'un total return swap (TRS) qui a permis d'encaisser immédiatement la somme de 59 millions d'euros. La totalité des actions du TRS a été écoulee sur la période ayant permis un encaissement net de 52 millions d'euros au titre de cet instrument.

Puis, le 4 avril 2022, le Groupe a cédé le solde de sa participation résiduelle portant sur 10,3% du capital de Mercialys dans le cadre d'un nouveau TRS de maturité décembre 2022. Ce nouvel instrument a permis d'encaisser immédiatement 86 millions d'euros. Par ailleurs, en démissionnant fin avril 2022 du Conseil d'Administration de Mercialys, le Groupe n'exerce plus d'influence notable sur Mercialys ; cette perte d'influence notable n'a pas eu d'incidence significative sur le compte de résultat.

Ainsi, le groupe Casino ne détient plus aucun droit de vote dans Mercialys au 30 juin 2022. Le TRS n'étant pas déconsolidant, au sens de la norme IFRS 9, il conserve néanmoins une exposition au titre des actions de ce 2^{ème} TRS non encore cédées par l'établissement financier et comptabilisées comme un actif financier à la juste valeur par résultat ; une dette financière de 86 millions d'euros est en conséquence enregistrée au 30 juin 2022 (note 9.2.2).

Le montant net encaissé sur le semestre au titre de l'ensemble de ces opérations s'est élevé à 139 millions d'euros (note 4.6).

3.2 Actifs détenus en vue de la vente et activités abandonnées

3.2.1 Actifs détenus en vue de la vente et passifs associés

en millions d'euros	Notes	30 juin 2022		31 décembre 2021	
		Actif	Passif	Actif	Passif
France Retail ⁽ⁱ⁾		1 524	625	836	175
Latam Retail ⁽ⁱⁱ⁾		44	-	133	-
E-commerce		-	-	4	-
Total		1 568	625	973	175
Actif net		944		798	
Dont part du Groupe de la filiale vendeuse	9.2.1	821		798	

(i) Au 30 juin 2022, cette ligne est composée principalement de GreenYellow (note 2), de magasins et d'actifs immobiliers en relation avec les plans de cession d'actifs et de rationalisation du parc magasins. Au 31 décembre 2021 cette ligne était composée principalement de magasins, d'actifs immobiliers et de la participation dans FLOA Bank en relation avec les plans de cession d'actifs et de rationalisation du parc magasins

(ii) Au 31 décembre 2021, cette ligne était composée principalement (i) des murs de 17 magasins chez GPA pour un montant de 617 millions de réais (soit 98 millions d'euros) dans le cadre de l'opération de conversion de magasin Extra en magasins Assaï et (ii) d'actifs immobiliers chez Sendas dans le cadre d'opérations de cession-bail pour un montant de 147 millions de réais (23 millions d'euros)

3.2.2 Activités abandonnées

Le résultat des activités abandonnées du 1^{er} semestre 2022 reflète les effets liés aux cessions d'une part de Leader Price et d'autre part de Via Varejo réalisée en 2019. Sur le 1^{er} semestre 2021 le résultat des activités abandonnées était composé essentiellement (i) des engagements conclus avec Aldi France en lien avec la phase de conversion progressive des magasins Leader Price cédés et (ii) des activités amont et logistique ainsi que du siège administratif de Leader Price qui ont opéré majoritairement dans le cadre de l'approvisionnement de ces magasins.

Le détail du résultat des activités abandonnées est présenté ci-dessous :

en millions d'euros	30 juin 2022	30 juin 2021
Chiffre d'affaires, hors taxes	34	279
Charges nettes	(44)	(488)
Résultat net avant impôt des activités abandonnées	(11)	(209)
Produit / (charge) d'impôt	6	41
Quote-part de résultat net des entreprises associées et des coentreprises	-	(1)
Résultat net des activités abandonnées	(5)	(169)
Dont part du Groupe	(12)	(170)
Dont part des intérêts ne donnant pas le contrôle	7	2

3.3 Participations dans les entreprises associées et les coentreprises

3.3.1 Quote-part des passifs éventuels dans les entreprises associées et les coentreprises

Au 30 juin 2022 et au 31 décembre 2021, il n'existe pas de passifs éventuels significatifs dans les entreprises associées et les coentreprises.

3.3.2 Transactions avec les parties liées (entreprises associées et coentreprises)

Les transactions avec les parties liées résumées ci-dessous concernent essentiellement les opérations courantes avec les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable (entreprises associées) ou un contrôle conjoint (coentreprises) et comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Ces transactions se font sur une base de prix de marché.

Suite à la perte d'influence notable de Mercialys le 30 avril 2022 (Note 3.1), les soldes bilanciels au 30 juin 2022 ne reflètent plus les créances et dettes avec Mercialys. Par ailleurs, les charges et produits sur le 1^{er} semestre 2022 reflètent les transactions avec Mercialys uniquement jusqu'au 30 avril 2022.

en millions d'euros	2022		2021	
	Entreprises associées	Coentreprises	Entreprises associées	Coentreprises
Soldes à la clôture 30 juin 2022 et 31 décembre 2021				
Prêts	80	55	77	47
<i>dont dépréciation</i>	(2)	-	(4)	-
Créances	36	38	33	24
<i>dont dépréciation</i>	-	-	-	-
Dettes	7	302 ⁽ⁱⁱ⁾	109 ⁽ⁱ⁾	234 ⁽ⁱⁱ⁾
Transactions sur le 1^{er} semestre				
Charges	18	574 ⁽ⁱⁱ⁾	4	411 ⁽ⁱⁱ⁾
Produits	139 ⁽ⁱⁱⁱ⁾	12	80 ⁽ⁱⁱⁱ⁾	29

(i) Dont un passif de loyer envers Mercialys portant sur des actifs immobiliers de 100 millions d'euros au 31 décembre 2021 (dont 29 millions d'euros à moins d'un an)

(ii) Dont 559 millions d'euros d'achats de carburant auprès de Distridyn sur le 1^{er} semestre 2022 (1^{er} semestre 2021 : 395 millions d'euros). Au 30 juin 2022 et au 31 décembre 2021, le Groupe a un compte courant avec Distridyn pour un montant de 30 millions d'euros

(iii) Les produits de 139 millions d'euros au titre du 1^{er} semestre 2022 incluent à hauteur de 55 millions d'euros les ventes de marchandises de Franprix envers des masterfranchisés mis en équivalence (1^{er} semestre 2021 : 80 millions d'euros qui incluent à hauteur de 48 millions d'euros les ventes de marchandises de Franprix envers des masterfranchisés mis en équivalence). Ils incluent également les produits liés aux opérations immobilières avec Mercialys présentés en « Autres revenus » pour 44 millions d'euros dont l'incidence EBITDA s'élève à 27 millions d'euros (note 5.1). Sur le 1^{er} semestre 2021, les produits liés aux opérations immobilières avec Mercialys présentés en « Autres revenus » étaient de 3 millions d'euros dont l'incidence EBITDA s'élevait à 2 millions d'euros

Sur le 1^{er} semestre 2022, Mercialys a cédé deux actifs immobiliers. L'incidence dans les comptes consolidés du Groupe de ces cessions se résume par la reconnaissance d'un produit de 11 millions d'euros reconnus en « Autres revenus » conduisant à une contribution en EBITDA de 8 millions d'euros au titre de la déneutralisation des marges reconnues antérieurement sur opérations de promotion immobilière entre Casino et Mercialys (note 5.1).

Note 4 Complément d'information sur le tableau de flux de trésorerie

4.1 Réconciliation des dotations aux provisions

en millions d'euros	Notes	30 juin 2022	30 juin 2021
Perte de valeur nette sur goodwill	8	-	-
Perte de valeur nette sur immobilisations incorporelles		(4)	(1)
Perte de valeur nette sur immobilisations corporelles		(11)	(15)
Perte de valeur nette sur immeubles de placement		-	-
Perte de valeur nette sur actifs au titre de droits d'utilisation		(8)	(13)
Perte de valeur nette sur autres actifs		(42)	59
(Dotations) / reprise de provision pour risques et charges	11.1	(30)	51
Total des dotations aux provisions		(95)	80
Part des dotations aux provisions présentée en activités abandonnées		13	1
Dotations aux provisions retraitées dans le tableau des flux de trésorerie		(82)	81

4.2 Réconciliation de la variation du BFR avec les postes du bilan

en millions d'euros	1 ^{er} janvier 2022	Flux de trésorerie d'exploitation	Autres flux de trésorerie	Flux de trésorerie d'exploitation des activités abandonnées	Autres flux de trésorerie des activités abandonnées	Variations de périmètre	Variations de change	Reclass. et autres (i)	30 juin 2022
Stocks de marchandises	(3 122)	(338)	-	24	-	1	(215)	1	(3 650)
Stocks de promotion immobilière	(91)	2	-	-	-	5	(1)	38	(48)
Fournisseurs	6 099	(161)	-	(76)	-	(37)	318	(71)	6 071
Créances clients et comptes rattachés	(772)	(34)	-	(7)	-	(16)	(23)	140	(713)
(Autres créances) / dettes	206	(347)	239	(41)	(29)	(101)	(62)	84	(52)
TOTAL	2 319	(879)	239	(100)	(29)	(149)	17	191	1 610

en millions d'euros	1 ^{er} janvier 2021 retraité	Flux de trésorerie d'exploitation	Autres flux de trésorerie	Flux de trésorerie d'exploitation des activités abandonnées	Autres flux de trésorerie des activités abandonnées	Variations de périmètre	Variations de change	Reclass. et autres	30 juin 2021 retraité
Stocks de marchandises	(3 059)	(85)	-	6	-	(3)	(65)	3	(3 203)
Stocks de promotion immobilière	(150)	10	-	-	-	(1)	1	(7)	(146)
Fournisseurs	6 190	(654)	-	(145)	-	(4)	47	(41)	5 393
Créances clients et comptes rattachés	(941)	41	-	18	-	6	(2)	18	(860)
(Autres créances) / dettes	274	(218)	93	24	(58)	103	(63)	5	159
TOTAL	2 314	(906)	93	(97)	(58)	102	(82)	(23)	1 343

(i) Reflète principalement le classement de Green Yellow en actifs détenus en vue de la vente en application d'IFRS 5

4.3 Réconciliation des acquisitions d'immobilisations

en millions d'euros	30 juin 2022	30 juin 2021 retraité
Augmentations et acquisitions d'immobilisations incorporelles	(129)	(112)
Augmentations et acquisitions d'immobilisations corporelles ⁽ⁱ⁾	(671)	(370)
Augmentations et acquisitions d'immeubles de placement	(7)	(14)
Augmentations et acquisitions de droits au bail présentés en droits d'utilisation	(1)	(2)
Variations des dettes sur immobilisations	(52)	3
Neutralisation de la capitalisation des coûts d'emprunts (IAS 23) ⁽ⁱⁱ⁾	25	2
Incidences des activités abandonnées	-	-
Flux de décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles, corporelles et immeubles de placement	(833)	(494)

⁽ⁱ⁾ La hausse des acquisitions d'immobilisation corporelles s'explique principalement par l'expansion d'Assaí

⁽ⁱⁱ⁾ Flux sans effet sur la trésorerie

4.4 Réconciliation des cessions d'immobilisations

en millions d'euros	30 juin 2022	30 juin 2021
Sorties d'immobilisations incorporelles	2	1
Sorties d'immobilisations corporelles	81	17
Sorties d'immeubles de placement	-	-
Sorties de droits au bail présentés en droits d'utilisation	-	1
Résultats de cessions d'actifs ⁽ⁱ⁾	94	98
Variation des créances sur immobilisations	(36)	(98)
Sorties des actifs classés en IFRS 5 ⁽ⁱⁱ⁾	105	1
Incidences des activités abandonnées	(1)	-
Flux d'encaissements liés aux cessions d'immobilisations incorporelles, corporelles et immeubles de placement	246	19

⁽ⁱ⁾ Avant retraitement IFRS 16 lié aux cessions-bails

⁽ⁱⁱ⁾ Sur le 1^{er} semestre 2022 : en lien avec l'opération de cession-bail au Brésil (note 8)

4.5 Incidence sur la trésorerie des variations de périmètre avec changement de contrôle

en millions d'euros	30 juin 2022	30 juin 2021
Montant payé pour les prises de contrôle	(14)	(6)
Disponibilités / (découverts bancaires) liés aux prises de contrôle	-	-
Montant reçu pour les pertes de contrôle	(5)	(3)
(Disponibilités) / découverts bancaires liés aux pertes de contrôle	(3)	-
Incidence des variations de périmètre avec changement de contrôle	(21)	(9)

4.6 Incidences des variations de périmètre en lien avec des entreprises associées et des coentreprises

en millions d'euros	30 juin 2022	30 juin 2021
Montant payé pour l'acquisition de titres d'entreprises associées et coentreprises	(7)	(8)
Encaissement / (Décaissement) net lié au TRS Mercialis (notes 3.1)	139	1
Cession de FLOA nette de frais (note 3.1) ⁽ⁱ⁾	167	-
Incidences des variations de périmètre en lien avec des entreprises associées et des coentreprises	300	(6)

⁽ⁱ⁾ Hors flux de trésorerie d'exploitation relatifs aux accords commerciaux

4.7 Incidence sur la trésorerie des transactions avec les intérêts ne donnant pas le contrôle

en millions d'euros	30 juin 2022	30 juin 2021
GPA – exercice de stock options	1	4
Autres	(3)	(1)
Incidence sur la trésorerie des transactions avec les intérêts ne donnant pas le contrôle	(2)	3

4.8 Réconciliation entre la variation de trésorerie et la variation de dette financière nette

en millions d'euros	Notes	30 juin 2022	30 juin 2021
Variation de trésorerie		(750)	(735)
Augmentation d'emprunts et dettes financières ⁽ⁱ⁾		(1 052)	(2 636)
Diminution d'emprunts et dettes financières ⁽ⁱ⁾		862	1 998
Allocation / (utilisation) compte séquestre	4.10	(373)	(148)
Décaissements / (encaissements) d'actifs financiers		(61)	(1)
Variations de dettes sans effet de trésorerie ⁽ⁱ⁾		205	157
<i>Variation part du Groupe d'actifs nets détenus en vue de la vente</i>		193	138
<i>Variation d'autres actifs financiers</i>		195	94
<i>Dettes financières liées aux variations de périmètre</i>		(86)	(16)
<i>Variation de couverture de juste valeur</i>		20	9
<i>Intérêts courus</i>		(74)	(36)
<i>Autres</i>		(42)	(31)
Incidence des variations monétaires ⁽ⁱ⁾		(414)	(201)
Variation des emprunts et dettes financières des activités abandonnées		-	(3)
Variation de dette financière nette		(1 583)	(1 568)
Dette financière nette à l'ouverture		5 060	3 914
Dette financière nette à la clôture	9.2	6 644	5 482

(i) Ces incidences sont relatives uniquement aux activités poursuivies

4.9 Réconciliation des intérêts financiers nets versés

en millions d'euros	Notes	30 juin 2022	30 juin 2021
Coût de l'endettement financier net présenté au compte de résultat	9.3.1	(252)	(224)
Neutralisation de gains/pertes de changes latents		1	9
Neutralisation des amortissements de frais et primes d'émission/remboursement		16	49
Capitalisation des coûts d'emprunts		(25)	(2)
Variation des intérêts courus et des dérivés de couverture de juste valeur des dettes financières		14	7
Intérêts financiers versés sur passifs de loyers		(159)	(152)
Coûts de non tirage, coûts de mobilisation de créances sans recours et opérations assimilées	9.3.2	(54)	(23)
Intérêts financiers nets versés tels que présentés dans le tableau des flux de trésorerie		(460)	(335)

4.10 Flux de trésorerie d'investissement liés à des actifs financiers

Sur le 1^{er} semestre 2022, les décaissements et les encaissements liés aux actifs financiers s'élèvent respectivement à 35 et 397 millions d'euros soit un encaissement net de 363 millions d'euros. Ils s'expliquent principalement par l'utilisation des comptes séquestres dans le cadre du remboursement de la dette financière, comprenant notamment les rachats partiels des obligations High Yield sécurisées à hauteur de 34 millions d'euros (note 9.2.2).

Sur le 1^{er} semestre 2021, les encaissements et décaissements d'actifs financiers s'élevaient respectivement à 158 et 3 millions d'euros. Ils s'expliquaient principalement par l'utilisation du compte séquestre à hauteur de 148 millions d'euros dans le cadre de remboursements et rachats obligataires des souches 2021 et 2022.

Note 5 Information sectorielle

5.1 Indicateurs clés par secteur opérationnel

L'information sectorielle présentée ci-après est fondée sur le reporting interne utilisé par la Direction Générale (principal décideur opérationnel) pour évaluer les performances et allouer les ressources. Elle inclut notamment l'affectation des frais de holding à l'ensemble des Business Units du Groupe.

en millions d'euros	France Retail	Latam Retail	E-commerce	30 juin 2022
Chiffre d'affaires externe (notes 5.2 et 6.2)	6 935	8 173 ⁽ⁱⁱⁱ⁾	795	15 903
EBITDA ⁽ⁱ⁾	539 ⁽ⁱⁱ⁾	514 ⁽ⁱⁱⁱ⁾	15	1 069
Dotations aux amortissements opérationnels courants (notes 6.3 et 6.4)	(398)	(244)	(47)	(689)
Résultat opérationnel courant	141 ⁽ⁱⁱ⁾	271 ⁽ⁱⁱⁱ⁾	(32)	380

- (i) L'EBITDA est défini comme le résultat opérationnel courant (ROC) augmenté de la dotation aux amortissements opérationnels courants
- (ii) Dont 28 millions d'euros au titre des opérations de développement immobilier réalisées en France correspondant essentiellement en 2022 à la déneutalisation des marges sur opérations de promotion immobilière entre Casino et Mercialys faisant suite à la cession d'actifs par Mercialys et à la dilution de Casino dans Mercialys (note 3.3.2)
- (iii) En juin 2022, le tribunal suprême juridique brésilien (STJ) a confirmé l'exemption de taxation au PIS / COFINS des ventes de certains produits technologiques prévue par la loi, qui avait fait l'objet d'une décision de justice initiale défavorable. En conséquence de cette décision, GPA a enregistré des crédits sur le 1^{er} semestre 2022 pour un montant de 160 millions de réais (soit 29 millions d'euros) dont 96 millions de réais (soit 14 millions d'euros) en chiffre d'affaires et 64 millions de réais (soit 12 millions d'euros) en autres produits financiers

en millions d'euros	France Retail	Latam Retail	E-commerce	30 juin 2021 retraité
Chiffre d'affaires externe (notes 5.2 et 6.2)	6 863	6 670 ⁽ⁱⁱⁱ⁾	947	14 480
EBITDA ⁽ⁱ⁾	569 ⁽ⁱⁱ⁾	475 ⁽ⁱⁱⁱ⁾	48	1 092
Dotations aux amortissements opérationnels courants (notes 6.3 et 6.4)	(406)	(205)	(42)	(652)
Résultat opérationnel courant	163 ⁽ⁱⁱ⁾	271 ⁽ⁱⁱⁱ⁾	6	440

- (i) L'EBITDA est défini comme le résultat opérationnel courant (ROC) augmenté de la dotation aux amortissements opérationnels courants
- (ii) Dont 3 millions d'euros au titre des opérations de développement immobilier réalisées en France correspondant essentiellement en 2021 à la déneutalisation des marges sur opérations de promotion immobilière entre Casino et Mercialys faisant suite à la dilution de Casino dans Mercialys (note 3.3.2)
- (iii) En mai 2021, le tribunal suprême fédéral brésilien (STF) a confirmé favorablement aux contribuables à travers un nouveau jugement, les décisions qui avaient été proclamées en 2017 relatives à l'exclusion de l'ICMS de l'assiette imposable au PIS COFINS. Sur la base de cette décision, Sendas avait reconnu sur le 1^{er} semestre 2021 un crédit pour un montant de 62 millions de réais (soit 10 millions d'euros) dont 40 millions de réais (soit 6 millions d'euros) en chiffre d'affaires et 22 millions de réais (soit 3 millions d'euros) en autres produits financiers (note 9.3.2), correspondant au montant dont l'estimation avait pu être effectuée de manière fiable. Par ailleurs, GPA avait réévalué sur le 1^{er} semestre 2021 le montant des crédits fiscaux reconnus en 2020 et a, à ce titre, reconnu un complément de 195 millions de réais (soit 30 millions d'euros) dont 106 millions de réais (soit 16 millions d'euros) en chiffre d'affaires et 89 millions de réais (soit 14 millions d'euros) en autres produits financiers (note 9.3.2)

5.2 Indicateurs clés par zone géographique

en millions d'euros	France	Amérique latine	Autres zones	Total
Chiffre d'affaires externe au 30 juin 2022	7 712	8 174	17	15 903
Chiffre d'affaires externe au 30 juin 2021	7 799	6 670	12	14 480

en millions d'euros	France	Amérique latine	Autres zones	Total
Actifs non courants au 30 juin 2022 ⁽ⁱ⁾	9 658	9 937	223	19 817
Actifs non courants au 31 décembre 2021 retraité ⁽ⁱ⁾	10 388	8 117	183	18 689

- (i) Les actifs non courants comprennent les goodwill, les immobilisations incorporelles et corporelles, les immeubles de placement, les actifs au titre de droits d'utilisation, les participations dans les entreprises associées et les coentreprises ainsi que les actifs sur contrats et les charges constatées d'avance à plus d'un an

Note 6 Données liées à l'activité

6.1 Saisonnalité de l'activité

Toutes activités confondues, la saisonnalité sur le compte de résultat est faible pour le chiffre d'affaires ; le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2021 avait représenté 47% du total de l'année (48% à taux de change moyen de l'année 2021), mais est plus marquée pour le résultat opérationnel courant (37% à taux de change moyen du 1^{er} semestre 2021 et 37% à taux de change moyen de l'année 2021).

Les flux de trésorerie générés par le Groupe sont également plus marqués par cette saisonnalité : la variation du besoin en fonds de roulement constatée au 1^{er} semestre est structurellement négative du fait de l'importance des règlements fournisseurs réalisés en début d'année civile au titre des achats effectués pour servir la forte demande du mois de décembre de l'année précédente.

6.2 Ventilation des revenus totaux

Les tableaux suivants présentent la ventilation des produits des activités ordinaires :

en millions d'euros	France Retail	Latam Retail	E-commerce	30 juin 2022
Chiffre d'affaires, hors taxes	6 935	8 173	795	15 903
Autres revenus	134	91	-	225
Revenus totaux	7 069	8 264	795	16 128

en millions d'euros	France Retail	Latam Retail	E-commerce	30 juin 2021
Chiffre d'affaires, hors taxes	6 863	6 670	947	14 480
Autres revenus	135	88	-	224
Revenus totaux	6 999	6 758	947	14 704

6.3 Nature de charges par fonction

en millions d'euros	Coûts logistiques ⁽ⁱ⁾	Coûts des ventes	Frais généraux et administratifs	30 juin 2022
Frais de personnel	(263)	(1 106)	(369)	(1 737)
Autres charges	(375)	(1 040)	(256)	(1 671)
Dotations aux amortissements (notes 5 / 6.4)	(72)	(498)	(119)	(689)
Total	(710)	(2 645)	(743)	(4 098)

en millions d'euros	Coûts logistiques ⁽ⁱ⁾	Coûts des ventes	Frais généraux et administratifs	30 juin 2021 retraité
Frais de personnel	(245)	(1 078)	(349)	(1 672)
Autres charges	(360)	(980)	(203)	(1 543)
Dotations aux amortissements (notes 5 / 6.4)	(70)	(474)	(108)	(652)
Total	(675)	(2 532)	(660)	(3 868)

(i) Les coûts logistiques sont inclus dans le « coût d'achat complet des marchandises vendues »

6.4 Amortissements

en millions d'euros	Notes	30 juin 2022	30 juin 2021 retraité
Dotation aux amortissements sur immobilisations incorporelles		(115)	(104)
Dotation aux amortissements sur immobilisations corporelles		(227)	(214)
Dotation aux amortissements sur immeubles de placement		(4)	(7)
Dotation aux amortissements sur actifs au titre des droits d'utilisation		(343)	(327)
Total des dotations aux amortissements		(689)	(652)
Part des dotations aux amortissements présentée en activités abandonnées		-	-
Dotations aux amortissements des activités poursuivies	5.1 / 6.3	(689)	(652)

6.5 Autres produits et charges opérationnels

en millions d'euros	30 juin 2022	30 juin 2021 retraité
Total des Autres Produits opérationnels	268	246
Total des Autres Charges opérationnelles	(551)	(236)
	(284)	10
Détail par nature		
Résultat de cession d'actifs non courants (i) (vi)	20	102
Pertes nettes de valeur des actifs (ii) (vi)	(63)	38
Produits / (charges) nets liés à des opérations de périmètre (iii) (vi)	(128)	(33)
Résultat de cession d'actifs non courants, pertes nettes de valeur des actifs et produits / charges nets liés à des opérations de périmètre	(171)	108
Provisions et charges pour restructuration (iii) (iv) (vi)	(85)	(66)
Provisions et charges pour litiges et risques (v)	(22)	(12)
Autres	(6)	(20)
Sous-total	(113)	(97)
Total autres produits et charges opérationnels nets	(284)	10

- (i) Le résultat net de cession d'actifs non courants sur le 1^{er} semestre 2022 et le 1^{er} semestre 2021 concerne principalement le secteur France Retail et notamment la reconnaissance de compléments de prix considérés comme hautement probable en lien avec les opérations de cessions-bail réalisées en 2019 avec des fonds gérés par Fortress et Apollo Global Management pour un montant de respectivement 12 et 99 millions d'euros
- (ii) La perte nette de valeur enregistrée sur le 1^{er} semestre 2022 porte principalement sur le secteur France Retail en liaison avec des actifs isolés et le plan de cession d'actifs. Sur le 1^{er} semestre 2021, la reprise nette de perte de valeur portait principalement sur le secteur France Retail en liaison avec le plan de cession d'actifs
- (iii) La charge nette de 128 millions d'euros constatée sur le 1^{er} semestre 2022 résulte principalement de coûts supplémentaires engagés dans le cadre de l'opération de conversion des hypermarchés Extra en magasins Assai. Sur le 1^{er} semestre 2021, la charge nette de 33 millions d'euros était principalement liée aux frais engagés dans le cadre de la scission d'Assai
- (iv) La charge de restructuration au titre du 1^{er} semestre 2022 concerne principalement les secteurs (i) France Retail pour 55 millions d'euros dont 38 millions d'euros de coûts de fermeture de magasins et de rationalisation de structures et 14 millions d'euros de charges relatives à Distribution Casino France en lien avec sa phase de transformation stratégique, de changement de concepts des magasins et du développement de l'omnicanalité de l'e-commerce et de la digitalisation de la relation client dans laquelle le Groupe est engagé depuis 2016 et (ii) Latam Retail pour 27 millions d'euros. La charge de restructuration au titre du 1^{er} semestre 2021 concernait principalement les secteurs France Retail et Latam Retail pour respectivement 46 et 18 millions d'euros
- (v) Les provisions et charges pour litiges et risques représentent une charge nette de 22 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2022 qui concerne essentiellement le secteur Latam Retail. Les provisions et charges pour litiges et risques représentaient une charge nette de 12 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2021 qui concernait essentiellement le secteur France Retail
- (vi) Réconciliation du détail des pertes de valeur des actifs avec les tableaux de mouvements des immobilisations :

en millions d'euros	30 juin 2022	30 juin 2021
Pertes de valeur de goodwill	-	-
Reprises / (pertes) de valeur nettes des immobilisations incorporelles	(4)	(1)
Reprises / (pertes) de valeur nettes des immobilisations corporelles	(11)	(15)
Reprises / (pertes) de valeur nettes des immeubles de placement	-	-
Reprises / (pertes) de valeur nettes des actifs droit d'utilisation	(8)	(13)
Reprises / (pertes) de valeur nettes d'autres actifs (IFRS 5 et autres)	(50)	59
Total pertes nettes de valeur des actifs	(73)	30
Pertes nettes de valeurs des actifs des activités abandonnées	1	-
Pertes nettes de valeur des actifs des activités poursuivies	(72)	30
dont présenté en « Provisions et charges pour restructurations »	(10)	(8)
dont présenté en « Autres pertes nettes de valeur des actifs »	(63)	38
dont présenté en « Produits / (charges) nets liés à des opérations de périmètre »	1	(1)
dont présenté en « Résultat de cession d'actifs non courants »	-	-

Note 7 Impôts

Au titre du semestre clos le 30 juin 2022, le taux d'impôt effectif s'élève à -29% à comparer à -85% au 30 juin 2021. La preuve d'impôt se présente ainsi :

en millions d'euros	30 juin 2022		30 juin 2021 retraité	
Résultat avant impôt	(389)		52	
Produit (charge) d'impôt théorique ⁽ⁱ⁾	101	-25,83%	(15)	-28,41%
<i>Réconciliation entre le produit (charge) d'impôt théorique et le produit (charge) d'impôt réel</i>				
Effet de l'imposition des filiales étrangères	(13)	3,2%	(7)	-13,4%
Reconnaissance de produits d'impôts sur les déficits fiscaux et les autres différences temporelles déductibles non antérieurement reconnus ⁽ⁱⁱ⁾	6	-1,4%	2	4,7%
Non reconnaissance et dépréciation d'impôts différés actifs sur les déficits reportables ou les autres différences temporelles déductibles ⁽ⁱⁱⁱ⁾	(38)	9,9%	(17)	-33,0%
Changement du taux d'impôt sur les sociétés ^(iv)	-	-0,1%	(8)	-14,6%
CVAE nette d'impôt	(11)	2,7%	(12)	-23,9%
Non déductibilité de charges financières ^(v)	(10)	2,7%	(12)	-23,3%
Charge non déductible liée aux pertes de valeur sur actifs	3	-0,8%	17	32,9%
Autres impôts sur distribution ^(vi)	(2)	0,5%	(2)	-3,3%
Déductibilité des coupons TSSDI	8	-2,0%	6	11,6%
Fiscalisation des titres Mercialis	(2)	0,6%	(3)	-6,4%
Cessions d'actifs à taux réduit et opérations de périmètre	33	-8,5%	3	6,2%
Evolution de la doctrine fiscale brésilienne ^(vii)	39	-10,0%	-	-
Autres	(1)	0,2%	3	6,2%
Produit (charge) d'impôt réel / Taux d'impôt effectif	112	-28,8%	(44)	-84,7%

- (i) La réconciliation du taux effectif d'impôt du Groupe a été effectuée sur la base d'un taux d'imposition de 25,83% (28,41% en 2021)
- (ii) Au 1^{er} semestre 2022, concerne les segments France Retail et Latam Retail à hauteur respectivement de 2 et 4 millions d'euros. Sur le 1^{er} semestre 2021, concernait essentiellement le segment France Retail
- (iii) Au 1^{er} semestre 2022, concerne les segments France Retail, Latam Retail et E-commerce à hauteur respectivement de -15, -4 et -19 millions d'euros. Au 1^{er} semestre 2021, concernait les segments France Retail, Latam Retail et E-commerce à hauteur respectivement de -4, -7 et -6 millions d'euros
- (iv) Correspondait principalement à l'effet de la modification de l'échéancier de la récupération des impôts différés sur le 1^{er} semestre 2021
- (v) Certaines législations imposent une limitation forfaitaire des charges financières supportées par les sociétés. L'incidence présentée sur les deux périodes porte essentiellement sur le périmètre français
- (vi) Correspond à la taxation des distributions intragroupes
- (vii) Suite à une évolution de la législation brésilienne sur le second semestre 2021 portant sur l'absence d'imposition des subventions sur investissements, une réduction d'impôt a été reconnue au titre des subventions perçues au cours du 1^{er} semestre 2022 dans la continuité de celle déjà reconnue au cours du 2nd semestre 2021

Note 8 Immobilisations incorporelles, corporelles, immeubles de placement et droits d'utilisation

Au cours du 1^{er} semestre 2022, les acquisitions d'immobilisations corporelles, incorporelles et d'immeubles de placement s'élèvent à 807 millions d'euros contre 497 millions d'euros lors de la même période en 2021 en lien principalement avec l'expansion d'Assaï. Par ailleurs, le montant des droits d'utilisation reconnus sur le semestre au titre des nouveaux contrats de location s'élève à 315 millions d'euros contre 144 millions d'euros lors de la même période en 2021. Enfin, les immobilisations corporelles, incorporelles, les immeubles de placement et les actifs au titre de droits d'utilisation ont été impactés à hauteur d'un montant de 801 millions d'euros par les effets de change.

Le Groupe a procédé à une revue au 30 juin 2022 des indices de perte de valeur, tels que définis dans l'annexe aux comptes consolidés 2021, relatifs aux goodwill ainsi qu'aux actifs immobilisés. Des pertes de valeur sur les immobilisations incorporelles, corporelles, immeubles de placement et droits d'utilisation d'un montant total de 22 millions d'euros ont été comptabilisées sur la période (note 6.5) et concernent principalement le secteur France Retail.

Lors de sa revue, le Groupe a identifié des indicateurs de perte de valeur portant sur l'UGT goodwill E-commerce. Au regard de sa capitalisation boursière, aucune perte de valeur n'a été reconnue au 30 juin 2022.

Opération de cession-bail au Brésil :

Sur le 1^{er} semestre 2022, la transaction de cession-bail prévue dans le cadre de l'opération de conversion des hypermarchés Extra en magasins Assaï et portant sur les murs de 17 magasins (voir note 2 des états financiers consolidés 2021), s'est réalisée. Au 30 juin 2022, 16 actifs ont été cédés. Les impacts de cette transaction dans les comptes consolidés du Groupe au 30 juin 2022 sont les suivants :

- reconnaissance d'un actif au titre des droits d'utilisation et d'un passif de loyers à hauteur respectivement de 480 millions de réais (soit 87 millions d'euros) et 675 millions de réais (soit 122 millions d'euros) ;
- diminution du poste « actif détenus en vue de la vente » de 574 millions de réais (soit 103 millions d'euros) (note 4.4);
- reconnaissance d'une plus-value de cession enregistrée dans les autres produits opérationnels de 337 millions de réais (soit 61 millions d'euros).

Note 9 Structure financière et coûts financiers

9.1 Trésorerie nette

en millions d'euros	30 juin 2022	31 décembre 2021
Equivalents de trésorerie	984	1 169
Trésorerie	705	1 114
Trésorerie brute	1 688	2 283
Concours bancaires courants	(261)	(59)
Trésorerie nette	1 427	2 224

Au 30 juin 2022, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ne sont soumis à aucune restriction significative.

9.2 Emprunts et dettes financières

9.2.1 Composition

Les dettes financières brutes s'élèvent à 9 627 millions d'euros au 30 juin 2022 (31 décembre 2021 : 8 829 millions d'euros) et comprennent les éléments suivants :

en millions d'euros	Notes	30 juin 2022			31 décembre 2021		
		Part non courante	Part courante	Total	Part non courante	Part courante	Total
Emprunts obligataires ⁽ⁱ⁾		5 135	414	5 548	4 918	492	5 410
Autres emprunts et dettes financières		2 570	1 369	3 939	2 533	876	3 409
Dérivés passifs de couverture de juste valeur ⁽ⁱⁱ⁾		138	2	139	9	1	11
Dettes financières brutes ⁽ⁱⁱⁱ⁾		7 843	1 784	9 627	7 461	1 369	8 829
Dérivés actifs de couverture de juste valeur ^(iv)		(26)	(34)	(60)	(28)	(7)	(35)
Autres actifs financiers ^(v)		(34)	(380)	(414)	(41)	(613)	(654)
Emprunts et dettes financières ^(vi)	9.2.2	7 783	1 370	9 153	7 392	749	8 141
<i>Dont France Retail</i>		<i>4 505</i>	<i>474</i>	<i>4 979</i>	<i>4 818</i>	<i>122</i>	<i>4 940</i>
<i>Dont Latam Retail ^(vii)</i>		<i>3 205</i>	<i>455</i>	<i>3 660</i>	<i>2 514</i>	<i>329</i>	<i>2 843</i>
<i>Dont E-commerce</i>		<i>72</i>	<i>442</i>	<i>514</i>	<i>60</i>	<i>298</i>	<i>358</i>
Part Groupe de la filiale vendeuse des actifs nets détenus en vue de la vente	3.2	-	(821)	(821)	-	(798)	(798)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9.1	-	(1 688)	(1 688)	-	(2 283)	(2 283)
<i>Dont France Retail</i>				(390)			(541)
<i>Dont Latam Retail</i>				(1 283)			(1 721)
<i>Dont E-commerce</i>				(15)			(21)
Trésorerie active et actifs nets détenus en vue de la vente		-	(2 509)	(2 509)	-	(3 080)	(3 080)
DETTE FINANCIERE NETTE		7 783	(1 139)	6 644	7 392	(2 331)	5 060
<i>Dont France Retail</i>				<i>3 811</i>			<i>3 737</i>
<i>Dont Latam Retail</i>				<i>2 333</i>			<i>991</i>
<i>Dont E-commerce</i>				<i>499</i>			<i>333</i>

(i) Dont 3 208 et 2 341 millions d'euros respectivement en France et au Brésil au 30 juin 2022 (31 décembre 2021 : dont 3 687 et 1 724 millions d'euros respectivement en France et au Brésil)

(ii) Dont 124 millions et 16 millions d'euros respectivement en France et au Brésil au 30 juin 2022 (31 décembre 2021 : dont 4 et 7 millions d'euros respectivement en France et au Brésil)

(iii) Dont un montant de dette brute sécurisée de 2 343 millions d'euros (net du compte séquestre sécurisé d'un montant de 111 millions d'euros). Au 31 décembre 2021 montant de dette brute sécurisée de 2 107 millions d'euros (net du compte séquestre sécurisé d'un montant de 145 millions d'euros). Il s'agit de l'agrégat qui est utilisé pour le calcul des covenants depuis le 30 juin 2021 suite à l'amendement du RCF

(iv) Dont 30 et 30 millions d'euros respectivement en France et au Brésil au 30 juin 2022 (31 décembre 2021 : 30 et 5 millions d'euros respectivement en France et au Brésil)

(v) Dont principalement 199 millions d'euros placés en comptes séquestres et en garantie (y compris 111 millions d'euros au titre du refinancement « RCF ») et 163 millions d'euros d'actifs financiers consécutifs à une cession d'actifs non courants au 30 juin 2022 comprenant (i) la créance relative à la cession des 16 murs faisant l'objet de la transaction de cession-bail au Brésil (note 8) pour un montant de 99 millions d'euros et (ii) 32 millions d'euros (en part courante) au titre de compléments de prix reconnus en partie sur l'exercice 2021 et à hauteur de 12 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2022 (note 6.5) (31 décembre 2021 : 514 millions d'euros placés en comptes séquestre et en garantie, y compris 484 millions d'euros au titre du refinancement « RCF », et 122 millions d'euros d'actifs financiers consécutifs à une cession significative d'actifs non courants comprenant 94 millions d'euros au titre de compléments de prix reconnus sur l'exercice dont 5 millions d'euros en part non courante)

(vi) Le Groupe définit l'agrégat emprunts et dettes financières comme étant les dettes financières brutes ajustées des dérivés actifs de couverture de juste valeur et des autres actifs financiers.

(vii) Dont Segisor à hauteur de 141 millions d'euros au 30 juin 2022 (31 décembre 2021 : 149 millions d'euros)

9.2.2 Variation des dettes financières

en millions d'euros	30 juin 2022	31 décembre 2021
<i>Dettes financières brutes à l'ouverture</i>	8 829	8 056
<i>Dérivés actifs de couverture de juste valeur</i>	(35)	(92)
<i>Autres actifs financiers</i>	(654)	(586)
Emprunts et dettes financières à l'ouverture	8 141	7 378
Nouveaux emprunts ^{(i) (iii) (ix)}	1 053	4 203
Remboursements ^{(ii) (iii) (ix)}	(862)	(3 514)
Variation juste valeur des emprunts couverts	(22)	(13)
Variation des intérêts courus	74	57
Ecart de conversion ^(iv)	432	4
Variation de périmètre ^(v)	86	62
Reclassement des passifs financiers associés à des actifs détenus en vue de la vente ^(vi)	(272)	-
Variation des autres actifs financiers ^(vii)	247	(67)
Autres et reclassements ^(viii)	276	31
Emprunts et dettes financières à la clôture	9 153	8 141
<i>Dettes financières brutes à la clôture (note 9.2.1)</i>	<i>9 627</i>	<i>8 829</i>
<i>Dérivés actifs de couverture de juste valeur (note 9.2.1)</i>	<i>(60)</i>	<i>(35)</i>
<i>Autres actifs financiers (note 9.2.1)</i>	<i>(414)</i>	<i>(654)</i>

- (i) Sur le 1^{er} semestre 2022, les nouveaux emprunts comprennent principalement les opérations décrites ci-après : (a) l'utilisation chez Casino, Guichard-Perrachon du RCF à hauteur de 240 millions d'euros, (b) l'émission chez Sendas d'emprunts obligataires (debentures) pour 2 250 millions de réais soit 405 millions d'euros et de billet de trésorerie pour 750 millions de réais soit 135 millions d'euros, (c) l'émission chez GreenYellow d'obligations convertibles en actions avec bons de souscription d'actions pour 109 millions d'euros (note 2) et (d) l'utilisation de lignes bancaires confirmées et l'émission de nouveaux emprunts bancaires chez Exito pour 440 milliards de pesos colombiens soit 103 millions d'euros.
- En 2021, les nouveaux emprunts comprenaient principalement les opérations décrites ci-après : (a) les émissions chez Casino, Guichard-Perrachon d'un emprunt obligataire non sécurisé de maturité avril 2027 et d'un nouveau Term Loan B de maturité août 2025 pour un montant nominal total de 1 950 millions d'euros, (b) l'émission chez GPA d'un emprunt obligataire (debentures) pour 1 500 millions de réais soit 235 millions d'euros, de *Notas Promissórias* pour 1 000 millions de réais soit 157 millions d'euros, ainsi que des nouveaux emprunts bancaires pour un montant de 1 067 millions de réais soit 167 millions d'euros, (c) l'émission chez Sendas d'emprunts obligataires (debentures) pour 3 100 millions de réais soit 486 millions d'euros, de *Notas Promissórias* pour 2 500 millions de réais soit 392 millions d'euros, ainsi que des nouveaux emprunts bancaires pour un montant de 591 millions de réais soit 93 millions d'euros, (d) l'utilisation de lignes bancaires confirmées chez Monoprix pour 170 millions d'euros, (e) l'utilisation de lignes bancaires confirmées et l'émission de nouveaux emprunts bancaires chez Exito pour 810 milliards de pesos colombiens soit 183 millions d'euros, (f) le refinancement chez Ségisor de l'emprunt bancaire de 188 millions d'euros de maturité décembre 2021 se traduisant par un remboursement sur la période à hauteur de 188 millions d'euros et de l'émission d'une nouvelle dette de même montant (voir ci-dessous (ii)) et (g) l'émission chez GreenYellow de nouveaux emprunts obligataires pour 30 millions d'euros et de nouveaux emprunts bancaires et dettes auprès des actionnaires de ses filiales pour 82 millions d'euros.
- (ii) Sur le 1^{er} semestre 2022, les remboursements d'emprunts sont liés principalement à Casino, Guichard-Perrachon (dont 259 millions d'euros de remboursement de titres négociables court terme « NEU CP » et 314 millions d'euros de remboursements obligataires de la souche 2022), à Quatrim avec un remboursement partiel à hauteur de 34 millions d'euros des obligations High Yield sécurisées, et à GPA avec 1 000 millions de réais soit 180 millions d'euros de remboursements d'emprunts obligataires.
- En 2021, les remboursements d'emprunts étaient liés principalement à Casino, Guichard-Perrachon (dont 1 225 millions d'euros de remboursement anticipé du Term Loan B initial, 148 millions d'euros de remboursements obligataires des souches 2021 et 2022 et 165 millions d'euros de remboursements partiels anticipés des souches obligataires janvier 2023, mars 2024, février 2025 et août 2026 dans le cadre des offres publiques de rachats de fin d'année), à GPA (dont 2 450 millions de réais soit 384 millions d'euros de remboursements d'emprunts obligataires et 902 millions de réais soit 141 millions d'euros de remboursements d'emprunts bancaires), à Sendas (dont 5 796 millions de réais soit 908 millions d'euros de remboursements d'emprunts obligataires et 279 millions de réais soit 44 millions d'euros de remboursements d'emprunts bancaires), à Exito pour 916 milliards de pesos colombiens soit 207 millions d'euros de remboursements de lignes confirmées et d'emprunts bancaires et à Ségisor pour 226 millions d'euros.
- (iii) Sur le 1^{er} semestre 2022, les flux de trésorerie de financement se résument par un décaissement net de 112 millions d'euros ; ils sont composés de nouveaux emprunts pour 1 053 millions d'euros compensés par des remboursements d'emprunts pour 862 millions d'euros et d'intérêts financiers nets versés hors intérêts sur passifs de loyer pour 301 millions d'euros.
- En 2021, les flux de trésorerie de financement se résument par un encaissement net de 245 millions d'euros ; ils étaient composés de nouveaux emprunts pour 4 203 millions d'euros compensés par des remboursements d'emprunts pour 3 514 millions d'euros et d'intérêts financiers nets versés hors intérêts sur passifs de loyer pour 444 millions d'euros.
- (iv) Sur le 1^{er} semestre 2022, les écarts de conversion concernent principalement le Brésil à hauteur de 419 millions d'euros.
- (v) Sur le 1^{er} semestre 2022 : dont 86 millions d'euros relatifs au contrat de TRS portant sur les titres de Mercialis (note 3.1).
- (vi) Le reclassement de -272 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2022 s'explique principalement par la présentation de la dette financière de GreenYellow en « passifs associés à des actifs détenus en vue de la vente » en application d'IFRS 5.
- (vii) Sur le 1^{er} semestre 2022, la variation des autres actifs financiers est liée principalement à l'utilisation du compte séquestre (note 4.10), l'encaissement à hauteur de 74 millions d'euros d'un complément de prix reconnu en 2021 et la reconnaissance de la créance relative à la cession des murs faisant l'objet de la transaction de cession-bail au Brésil (note 8) pour un montant de 99 millions d'euros.
- En 2021, la variation des autres actifs financiers était liée principalement à la reconnaissance de compléments de prix non encaissés pour un montant de -94 millions d'euros.
- (viii) Dont 210 et -11 millions d'euros de variation des concours bancaires courants respectivement sur le 1^{er} semestre 2022 et en 2021.
- (ix) Les variations des titres négociables court terme « NEU CP » sont présentés nettes dans ce tableau.

9.3 Résultat financier

9.3.1 Coût de l'endettement financier net

en millions d'euros	30 juin 2022	30 juin 2021
Résultat de cession des équivalents de trésorerie	-	-
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	27	8
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	27	8
Charges d'intérêts sur opérations de financement après couverture	(279)	(231)
Coût de l'endettement financier brut	(279)	(231)
Total du coût de l'endettement financier net	(252)	(224)
<i>Dont France Retail ⁽ⁱ⁾</i>	<i>(94)</i>	<i>(165)</i>
<i>Dont Latam Retail</i>	<i>(150)</i>	<i>(51)</i>
<i>Dont E-commerce</i>	<i>(7)</i>	<i>(8)</i>

(i) Dont incidence de -43 millions d'euros reconnue sur le 1^{er} semestre 2021 en lien avec la décomptabilisation de l'ancien Term Loan B.

9.3.2 Autres produits et charges financiers

en millions d'euros	30 juin 2022	30 juin 2021 retraité
Total des Autres Produits Financiers	90	69
Total des Autres Charges Financières	(323)	(243)
	(233)	(174)
Gains / (Pertes) nets de change (hors opérations de financement) ⁽ⁱ⁾	(2)	(10)
Variation de juste valeur des dérivés hors couverture comptable	-	7
Variation de juste valeur des actifs financiers	(1)	(3)
Intérêts financiers sur les passifs de loyers	(161)	(154)
Coûts de non tirage, coûts de mobilisation de créances sans recours et opérations assimilées	(54)	(23)
Produits / (Charges) nets liées à l'hyperinflation en Argentine	(17)	(4)
Autres ⁽ⁱⁱ⁾	2	13
Total autres produits et charges financiers nets	(233)	(174)

(i) Dont 31 millions d'euros de gains de change et 33 millions d'euros de pertes de change sur le 1^{er} semestre 2022 (1^{er} semestre 2021 : respectivement 16 et 26 millions d'euros de gains et pertes de change)

(ii) Sur le 1^{er} semestre 2021 comprenait 22 millions de réais (soit 3 millions d'euros) reconnus par Sendas au titre de l'exclusion de l'ICMS de l'assiette imposable au PIS COFINS et 89 millions de réais (soit 14 millions d'euros) reconnus chez GPA (note 5.1)

9.4 Juste valeur des instruments financiers

Les tableaux ci-dessous présentent une comparaison de la valeur comptable et de la juste valeur des actifs et des passifs consolidés, autres que ceux dont les valeurs comptables correspondent à des approximations raisonnables des justes valeurs tels que les créances clients, les dettes fournisseurs, les actifs et passifs sur contrat, et la trésorerie et équivalents de trésorerie.

Au 30 juin 2022 (en millions d'euros)	Hiérarchie des justes valeurs				
	Valeur comptable	Juste valeur	Prix du marché = niveau 1	Modèles avec paramètres observables = niveau 2	Modèles avec paramètres non observables = niveau 3
Actifs	214	214	11	182	22
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par le résultat ⁽ⁱ⁾	22	22	-	-	22
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par OCI ⁽ⁱ⁾	111	111	11	101	-
Dérivés actifs de couverture de juste valeur ⁽ⁱⁱ⁾	60	60	-	60	-
Dérivés actifs de couverture des flux de trésorerie et de couverture d'investissement net ⁽ⁱⁱ⁾	16	16	-	16	-
Autres dérivés actifs	5	5	-	5	-
Passifs	15 125	14 415	2 618	11 564	233
Emprunts obligataires ⁽ⁱⁱⁱ⁾	5 548	4 901	2 587	2 314	-
Autres emprunts ^(iv)	3 939	3 877	31	3 846	-
Passifs de loyers	5 265	5 265	-	5 265	-
Dérivés passifs de couverture de juste valeur ⁽ⁱⁱ⁾	139	139	-	139	-
Dérivés passifs de couverture des flux de trésorerie et de couverture d'investissement net ⁽ⁱⁱ⁾	-	-	-	-	-
Autres dérivés passifs ⁽ⁱⁱ⁾	-	-	-	-	-
Dettes liées aux engagements de rachat sur intérêts ne donnant pas le contrôle ^(v)	233	233	-	-	233

Au 31 décembre 2021 (en millions d'euros)	Hiérarchie des justes valeurs				
	Valeur comptable	Juste valeur	Prix du marché = niveau 1	Modèles avec paramètres observables = niveau 2	Modèles avec paramètres non observables = niveau 3
Actifs	166	166	5	128	33
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par le résultat ⁽ⁱ⁾	33	33	-	-	33
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par OCI ⁽ⁱ⁾	85	85	5	80	-
Dérivés actifs de couverture de juste valeur ⁽ⁱⁱ⁾	35	35	-	35	-
Dérivés actifs de couverture des flux de trésorerie et de couverture d'investissement net ⁽ⁱⁱ⁾	8	8	-	8	-
Autres dérivés actifs	5	5	-	5	-
Passifs	13 940	13 949	3 663	10 088	197
Emprunts obligataires ⁽ⁱⁱⁱ⁾	5 410	5 382	3 663	1 719	-
Autres emprunts ^(iv)	3 409	3 446	-	3 443	3
Passifs de loyers	4 891	4 891	-	4 891	-
Dérivés passifs de couverture de juste valeur ⁽ⁱⁱ⁾	11	11	-	11	-
Dérivés passifs de couverture des flux de trésorerie et de couverture d'investissement net ⁽ⁱⁱ⁾	24	24	-	24	-
Autres dérivés passifs ⁽ⁱⁱ⁾	-	-	-	-	-
Dettes liées aux engagements de rachat sur intérêts ne donnant pas le contrôle ^(v)	195	195	-	-	195

(i) La juste valeur des actifs financiers comptabilisés à la juste valeur est généralement déterminée en utilisant les techniques d'évaluation usuelles. Les actifs financiers pour lesquels une juste valeur n'a pu être déterminée de manière fiable ne sont pas présentés dans cette note

(ii) Les instruments dérivés font l'objet d'une évaluation (interne ou externe) sur la base des techniques d'évaluations usuelles de ce type d'instruments. Les modèles d'évaluation intègrent les paramètres observables de marché (notamment les courbes des taux d'intérêts) et la qualité de contrepartie. Les dérivés de couverture de juste valeur sont quasi intégralement adossés à des emprunts financiers

(iii) La valeur de marché a été déterminée pour les emprunts obligataires cotés sur la base du dernier prix de marché à la date de clôture

(iv) La juste valeur des autres emprunts a été déterminée sur la base d'autres méthodes de valorisation telles que la valeur actualisée des flux de trésorerie en tenant compte du risque de crédit du Groupe et des conditions de taux d'intérêt à la date de clôture

(v) La juste valeur relative aux engagements de rachat des intérêts ne donnant pas le contrôle est déterminée en appliquant les formules de calcul du contrat et est, le cas échéant, actualisée ; ces formules sont considérées comme représentatives de la juste valeur et utilisent notamment des multiples de résultat net

9.5 Risque de crédit commercial

L'exposition au risque de crédit ainsi que le risque de perte de valeur estimée des créances commerciales se présentent comme suit :

en millions d'euros	Montant non échu	Créances clients échues à la date de clôture				Total
		Retard n'excédant pas 1 mois	Retard compris entre 1 et 6 mois	Retard supérieur à 6 mois	Total des créances échues	
Au 30 juin 2022						
Créances clients	531	72	75	135	283	814
Provision / Perte attendue jusqu'à échéance	(3)	(8)	(13)	(77)	(98)	(101)
Total valeurs nettes	528	64	63	58	185	713
Au 31 décembre 2021						
Créances clients	503	135	93	150	378	882
Provision / Perte attendue jusqu'à échéance	(5)	(10)	(8)	(88)	(105)	(110)
Total valeurs nettes	499	125	86	62	273	772

9.6 Risque de liquidité

Comme décrit dans l'annexe aux comptes consolidés 2021, l'approche du Groupe pour gérer le risque de liquidité est de s'assurer qu'il disposera de liquidités suffisantes pour honorer ses passifs lorsqu'ils arriveront à échéance, dans des conditions de marché normales ou dans un environnement dégradé.

Au 30 juin 2022, la situation de liquidité du Groupe s'appuie sur :

- des lignes de crédit confirmées non tirées pour un montant total de 1 959 millions d'euros (dont 1 811 millions d'euros au niveau du périmètre France à plus d'un an) ;
- une trésorerie brute de 1 688 millions d'euros (dont 405 millions d'euros disponibles en France) ;
- un solde de 111 millions d'euros sur des comptes séquestre en France utilisable à tout moment pour le remboursement de dettes financières dont la totalité est placée sur un compte séquestre sécurisé.

Casino Guichard-Perrachon bénéficie des financements suivants au 30 juin 2022 (France Retail) :

- des emprunts obligataires non sécurisés pour un montant de 2 661 millions d'euros dont 400 millions d'euros d'obligations High Yield à échéance janvier 2026 et 525 millions d'euros d'obligations High Yield de maturité avril 2027 ;
- des obligations High Yield sécurisées de 766 millions d'euros, de maturité janvier 2024 ;
- un Term Loan B de 1 425 millions d'euros, de maturité août 2025.

Casino, Guichard-Perrachon peut également se financer via des titres négociables à court terme « NEU CP » ; leurs encours au 30 juin 2022 s'élèvent à 48 millions d'euros (France Retail) ; ces financements sont réalisés dans le cadre d'un programme dont le plafond s'élève à 2 000 millions d'euros et dont la disponibilité varie en fonction des conditions de marchés et de l'appétit des investisseurs. Ce financement n'est soumis à aucun covenant financier.

Gestion de la dette court terme

En complément du financement via des titres négociables à court terme « NEU CP » mentionné ci-dessus, le Groupe effectue des cessions de créances sans recours et sans implication continue au sens IFRS 7 et effectue également des opérations de financement des fournisseurs.

Les dettes fournisseurs au 30 juin 2022 incluent un montant de 947 millions d'euros (dont 502, 418 et 28 millions d'euros respectivement liés aux segments France Retail, Latam Retail et E-commerce) ayant fait l'objet d'un programme de « reverse factoring » vs 1 158 millions d'euros au 31 décembre 2021 (dont 509, 604 et 45 millions d'euros respectivement liés aux segments France Retail, Latam Retail et E-commerce).

Gestion de la dette moyen et long terme

Depuis le 1^{er} janvier 2022, le Groupe a procédé à l'annulation de 20 millions d'euros de l'obligation de maturité janvier 2023 et 50 millions d'euros de l'obligation sécurisée de maturité janvier 2024.

Le Groupe continue de poursuivre une gestion proactive de ses échéances de dette en effectuant des rachats ou remboursements anticipés et en accédant au marché pour de nouvelles émissions de prêts ou obligations. La forme, la disponibilité et le calendrier de ces opérations sont dépendantes des conditions de marché.

Financements corporate soumis à covenants

Casino, Guichard-Perrachon est soumis sur le périmètre France Retail (hors GreenYellow) et E-Commerce aux covenants suivants sur une fréquence trimestrielle (sur la base d'agrégats 12 mois glissants) :

Nature du covenant à respecter (France hors GreenYellow et E-commerce)	Nature des financements soumis à covenants	Fréquence des tests	Résultat du covenant au 30 juin 2022
Dettes brutes sécurisées ⁽¹⁾ / EBITDA ⁽²⁾ ≤ 3,5	▪ RCF de 2 051 millions d'euros	Trimestrielle	3,19
EBITDA ⁽²⁾ / coût de l'endettement financier net ⁽³⁾ ≥ 2,5			3,54

(1) La dette brute sécurisée telle que définie dans la documentation bancaire ne concerne que les dettes financières bénéficiant de suretés, des segments France Retail (hors GreenYellow), E-commerce tels que présentés en note 9.2.1 et de certaines holdings de GPA et Sendas présentées dans le secteur Latam Retail (notamment Segisor). Les dettes concernées au 30 juin 2022 sont principalement (i) le Term Loan B d'un montant de 1 425 millions d'euros, (ii) les obligations High Yield pour 766 millions d'euros, et (iii) de la part tirée de la ligne « RCF » soit 240 millions d'euros au 30 juin 2022

(2) L'EBITDA tel que défini dans les contrats bancaires correspond au Résultat Opérationnel Courant France Retail (hors GreenYellow) et E-commerce, retraité (i) des dotations nettes aux amortissements et provisions, (ii) des remboursements de passifs de loyers et (iii) des intérêts financiers versés liés aux passifs de loyers calculés au périmètre France Retail (hors GreenYellow) et E-commerce

(3) Le coût de l'endettement financier net tel que défini dans le contrat bancaire correspond à celui du périmètre France Retail (hors GreenYellow) et E-commerce

Note 10 Capitaux propres

10.1 Éléments sur capital social, sur actions propres et d'autocontrôle

Au 30 juin 2022, le capital social s'élève à 165 892 132 euros et est composé de 108 426 230 actions émises et entièrement libérées tout comme au 31 décembre 2021. Les actions ont une valeur nominale de 1,53 euro.

Au 30 juin 2022, le nombre d'actions auto-détenues s'élève à 338 424, représentant 10 millions d'euros. Elles ont été acquises principalement dans le cadre de la couverture des plans d'attribution d'actions gratuites.

Par ailleurs, 100 000 actions propres sont détenues dans le cadre du contrat de liquidité représentant 3 millions d'euros (aucune action au 31 décembre 2021).

Ainsi le nombre total d'actions propres détenues par le Groupe au 30 juin 2022 s'élève à 438 424 représentant un montant de 13 millions d'euros (409 967 actions représentant 14 millions d'euros au 31 décembre 2021).

10.2 Composition des autres réserves

En millions d'euros	Couverture de flux de trésorerie	Couverture d'investissement net	Ecarts de conversion	Ecarts actuariels	Instruments de capitaux propres ⁽ⁱ⁾	Instruments de dette ⁽ⁱ⁾	Total autres réserves
Au 1 ^{er} janvier 2021	(43)	(1)	(2 933)	(105)	(3)	(1)	(3 087)
Variations	29	-	(30)	2	-	-	-
Au 31 décembre 2021	(14)	(1)	(2 963)	(103)	(4)	(1)	(3 086)
Variations	22	-	241	37	-	-	300
Au 30 juin 2022	8	(1)	(2 722)	(67)	(4)	(1)	(2 787)

(i) Instruments évalués à la juste valeur par les autres éléments du résultat global (OCI)

10.3 Intérêts ne donnant pas le contrôle significatifs

INFORMATIONS FINANCIERES RESUMEES DES PRINCIPALES FILIALES PRESENTANT DES PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTROLE SIGNIFICATIVES

Les informations présentées dans le tableau ci-dessous sont en conformité avec les normes IFRS, ajustées le cas échéant des réévaluations de juste valeur à la date de prise ou perte de contrôle et des retraitements d'homogénéisation de principes comptables avec ceux du Groupe. Les montants sont présentés avant éliminations des comptes et opérations réciproques.

En millions d'euros	2022		2021 retraité	
	GPA ⁽ⁱ⁾	Sendas	GPA ⁽ⁱ⁾	Sendas
Pays		Brésil		Brésil
<u>Pour la période du 1^{er} semestre :</u>				
Chiffre d'affaires	3 720	4 453	3 662	3 007
Résultat net des activités poursuivies	(99)	67	40	84
Résultat net des activités abandonnées	12	-	(0)	0
Résultat net consolidé	(87)	67	40	84
<i>Dont part des intérêts ne donnant pas le contrôle dans les activités poursuivies</i>	<i>(53)</i>	<i>39</i>	<i>27</i>	<i>50</i>
<i>Dont part des intérêts ne donnant pas le contrôle dans les activités abandonnées</i>	<i>7</i>	<i>-</i>	<i>(0)</i>	<i>0</i>
Autres éléments du résultat global	383	209	102	24
Résultat global de l'exercice	296	275	142	108
<i>Dont part des intérêts ne donnant pas le contrôle</i>	<i>196</i>	<i>162</i>	<i>71</i>	<i>64</i>
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	(958)	600	(306)	64
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissements	536	(921)	(93)	(116)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financements	(340)	421	(133)	204
Incidence des variations monétaires sur la trésorerie	154	69	4	57
Variation de trésorerie	(608)	169	(529)	210
<i>Dividendes versés au Groupe ⁽ⁱⁱ⁾</i>	<i>7</i>	<i>12</i>	<i>37</i>	<i>5</i>
<i>Dividendes versés aux intérêts ne donnant pas le contrôle sur la période ⁽ⁱⁱ⁾</i>	<i>24</i>	<i>18</i>	<i>68</i>	<i>8</i>
<u>Au 30 juin 2022 et 31 décembre 2021 :</u>				
% de détention des intérêts ne donnant pas le contrôle ⁽ⁱⁱⁱ⁾	59,0%	59,0%	59,0%	59,0%
% des droits de vote des intérêts ne donnant pas le contrôle ⁽ⁱⁱⁱ⁾	59,0%	59,0%	59,0%	59,0%
Actifs non courants	6 628	4 375	5 958	3 001
Actifs courants	3 133	2 030	2 792	1 327
Passifs non courants	(2 951)	(3 059)	(2 843)	(1 743)
Passifs courants	(2 877)	(2 191)	(2 673)	(1 317)
Actif net	3 933	1 155	3 235	1 269
<i>Dont part des intérêts ne donnant pas le contrôle</i>	<i>2 515</i>	<i>685</i>	<i>2 074</i>	<i>745</i>
% de détention moyen du Groupe sur le 1^{er} semestre	41,0%	41,0%	41,2%	41,2%
% de détention du Groupe au 30 juin	41,0%	41,0%	41,1%	41,1%

(i) GPA y compris Éxito, l'Uruguay et l'Argentine

(ii) GPA, Sendas et Éxito ont une obligation de distribuer des dividendes à hauteur de respectivement 25%, 25% et 50% du bénéfice net de l'exercice

(iii) Les pourcentages des intérêts ne donnant pas le contrôle mentionnés dans ce tableau s'entendent aux bornes du groupe Casino et ne comprennent pas les propres intérêts ne donnant pas le contrôle des sous-groupes

10.4 Dividendes

L'Assemblée générale des actionnaires du 10 mai 2022 a approuvé la décision de ne pas distribuer de dividendes en 2022, au titre de l'exercice 2021.

Les décisions liées aux futures distributions seront prises en fonction de la situation financière du Groupe, dans son intérêt social et dans le respect de la documentation bancaire et obligataire.

Les coupons attribuables aux porteurs de TSSDI se présentent comme suit :

en millions d'euros	30 juin 2022	30 juin 2021
Coupons attribuables aux porteurs de TSSDI (Impact capitaux propres)	43	36
Dont montant versé au cours de l'exercice	32	31
Dont montant à verser	11	5
Impact tableau de flux de trésorerie de l'exercice	34	32
Dont coupons attribués et payés sur l'exercice	32	31
Dont coupons attribués sur l'exercice précédent et payés sur l'exercice	2	1

Note 11 Autres provisions

11.1 Décomposition et variations

en millions d'euros	1 ^{er} janvier 2022	Dotations 2022	Reprises utilisées 2022	Reprises non utilisées 2022	Variation de périmètre	Variation de change	Autres	30 juin 2022
Litiges	381	98	(34)	(17)	-	58	-	485
Divers risques et charges	100	18	(8)	(8)	-	-	1	102
Restructurations	112	18	(31)	(4)	-	-	(3)	91
Total autres provisions	592	133	(73)	(30)	-	58	(2)	678
<i>dont non courant</i>	376	83	(22)	(15)	-	58	(7)	473
<i>dont courant</i>	216	50	(51)	(15)	-	-	5	205

Les provisions pour litiges, risques et charges divers sont composées d'une multitude de sommes liées à des procédures contentieuses en matière sociale (prud'hommes), immobilière (litiges sur travaux, loyers contestés, éviction de locataires...), fiscale ou économique (contrefaçons...) ou de fiscalité indirecte.

De manière plus spécifique, les provisions pour litiges qui s'élèvent à 485 millions d'euros comprennent 446 millions d'euros de provisions relatives au Brésil (note 11.2) dont les dotations, reprises utilisées et reprises non utilisées afférentes s'élèvent respectivement à 79, 22 et 14 millions d'euros.

11.2 Détail des provisions pour litiges du Brésil

en millions d'euros	Litiges PIS / Cofins / CPMF ⁽ⁱ⁾	Autres litiges fiscaux ⁽ⁱⁱ⁾	Litiges salariaux	Litiges civils	Total
30 juin 2022	73	233	96	44	446
<i>Dont GPA</i>	58	227	81	40	406
<i>Dont Sendas</i>	15	6	15	4	40
31 décembre 2021	45	197	66	37	345
<i>Dont GPA</i>	33	192	55	33	313
<i>Dont Sendas</i>	12	5	11	4	32

(i) TVA et taxes assimilées

(ii) Taxes indirectes (ICMS principalement)

Dans le cadre des litiges présentés ci-dessus et ci-après en note 11.3, GPA et Sendas contestent le paiement de certains impôts, cotisations et obligations salariales. Dans l'attente des décisions définitives des tribunaux administratifs, ces diverses contestations ont donné lieu à des versements au titre de dépôts judiciaires présentés en « autres actifs non courants ». À ces versements, s'ajoutent les garanties données par GPA et Sendas, présentées en engagements hors bilan.

en millions d'euros	30 juin 2022					
	Dépôts judiciaires versés		Actifs immobilisés donnés en garantie		Garanties bancaires	
	GPA	Sendas	GPA	Sendas	GPA	Sendas
Litiges fiscaux	90	13	86	-	1 796	119
Litiges salariaux	38	9	-	-	242	17
Litiges civils et autres	6	1	2	-	71	70
Total	134	23	88	-	2 108	206

en millions d'euros	31 décembre 2021					
	Dépôts judiciaires versés		Actifs immobilisés donnés en garantie		Garanties bancaires	
	GPA	Sendas	GPA	Sendas	GPA	Sendas
Litiges fiscaux	79	10	115	-	1 573	100
Litiges salariaux	33	8	-	-	183	16
Litiges civils et autres	4	1	1	-	78	35
Total	116	19	116	-	1 834	151

11.3 Passifs et actifs éventuels

Le Groupe est engagé dans le cours normal de ses activités dans un certain nombre de litiges et arbitrages avec des tiers, des organismes sociaux ou l'administration fiscale de certains pays (dont principalement le Brésil – voir ci-dessous - et à hauteur de 41 millions d'euros au titre de contentieux avec les douanes et l'URSSAF du périmètre France Retail).

Comme indiqué en note 3.3.1, il n'existe pas de passifs éventuels significatifs dans les entreprises associées et les coentreprises.

▪ **Assignations par la DGCCRF d'AMC et d'INCAA et enquêtes des autorités de la concurrence française et européenne**

En février 2017, le ministre de l'Économie, représenté par la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) a assigné AMC et les enseignes du Groupe Casino devant le Tribunal de commerce de Paris en remboursement à 41 fournisseurs d'une somme globale de 22 millions d'euros portant sur une série d'avoirs émis en 2013 et 2014, assorti d'une amende civile de 2 millions d'euros.

Par jugement rendu le 27 avril 2020, le Tribunal de commerce de Paris a débouté la DGCCRF pour la majorité de ses demandes, a jugé que les manquements allégués concernant 34 fournisseurs n'étaient pas démontrés et n'a fait droit que partiellement aux demandes de la DGCCRF concernant les 7 autres fournisseurs. Au final, AMC a été condamnée au remboursement d'avoirs émis en 2013 et 2014 par 7 fournisseurs portant sur un montant de 2 millions d'euros, ainsi qu'au versement d'une amende civile d'1 million d'euros.

Cependant, la DGCCRF a interjeté appel de ce jugement en janvier 2021. L'exécution provisoire n'a pas été demandée et l'appel est donc suspensif.

La procédure judiciaire est toujours en cours et le groupe Casino maintient sa position quant au respect de la réglementation en vigueur dans le cadre de ses négociations avec les fournisseurs concernés. Sur cette base appuyée par l'avis de son conseiller juridique, le Groupe considère que le risque sur les comptes est limité.

De plus, la centrale de négociation commune d'Intermarché et Casino, la société INCA Achats et chacune de ses mères respectives ont été assignées le 11 avril 2017 pour déséquilibre dans la relation économique et pratiques commerciales abusives en 2015 à l'encontre de 13 multinationales du secteur de l'hygiène-parfumerie, assortie d'une demande d'amende civile de 2 millions d'euros.

Le Tribunal de Commerce de Paris a rendu son jugement le 31 mai 2021 et a condamné Casino à une amende civile de 2 millions d'euros. Le Groupe a interjeté appel le 12 juillet 2021 devant la cour d'appel de Paris et maintient sa position quant au respect de la réglementation en vigueur dans le cadre de ses négociations avec les fournisseurs concernés. Néanmoins, l'exécution provisoire ayant été accordée, l'amende a dû être soldée en décembre 2021 mais la procédure d'appel est toujours pendante, sans qu'un calendrier ait été fixé.

Enfin, en février 2017, la Commission européenne a conduit des opérations de visite et saisies dans les locaux des sociétés Casino, Guichard-Perrachon Achats Marchandises Casino – A.M.C. (anciennement E.M.C. Distribution) et Intermarché-Casino Achats (INCA-A) concernant les marchés de l'approvisionnement en biens de consommation courante, de la vente de services aux fabricants de produits de marque et de vente aux consommateurs de biens de consommation courante. En outre, en mai 2019, la Commission européenne a procédé à de nouvelles opérations de visite et saisies dans les locaux des mêmes sociétés (sauf INCA-A, qui a depuis cessé son activité et est en cours de liquidation).

Aucune communication de griefs n'a été adressée par la Commission européenne.

Le 5 octobre 2020, le Tribunal de l'Union européenne a rendu un arrêt annulant partiellement les opérations de visite et saisies intervenues en février 2017. Cet arrêt fait actuellement l'objet d'un pourvoi des sociétés plaignantes devant la Cour de Justice de l'Union européenne visant à obtenir l'annulation totale des opérations de 2017 et des recours contre les opérations de visite et saisies de mai 2019 sont actuellement pendants devant le Tribunal de l'Union européenne. Le 14 juillet 2022, l'avocat général a rendu ses conclusions recommandant à la Cour d'annuler catégoriquement l'enquête de la Commission diligentée en 2017 et, par transativité, celle de 2019. La procédure demeure pendante jusqu'au rendu de l'arrêt de la Cour de Justice dans les prochains mois.

▪ **Arbitrage entre GPA et Peninsula**

Le 12 septembre 2017, GPA a reçu une demande d'arbitrage de la part de Fundo de Investimento Imobiliário Peninsula ("Peninsula") afin de discuter du mode de calcul des charges de location et d'autres sujets opérationnels liés à des contrats de location portant sur des magasins détenus par Peninsula et exploités par GPA. Les contrats concernés ont une durée de 20 ans depuis 2005 et sont renouvelables pour une nouvelle période de 20 ans à la seule discrétion de GPA ; ces contrats définissent le calcul des loyers.

Le 7 juillet 2021, GPA a annoncé avoir conclu un accord amiable avec Fundo de Investimento Imobiliário Peninsula ("Peninsula") permettant de solder les différents entre les parties tout en maintenant la pérennité des baux et en modifiant les modalités des contrats dorénavant plus adaptées aux conditions actuelles du marché. Cet accord s'est traduit comptablement par une réévaluation du droit d'utilisation au titre de ces contrats de location et du passif de loyer.

▪ Litige entre Cnova et Via Varejo

Le 31 octobre 2016, en amont de l'annonce de décision de GPA d'engager le processus de cession de sa participation dans Via Varejo, Via Varejo a concrétisé son rapprochement avec Cnova Brésil qui représentait l'activité e-commerce au Brésil à l'issue duquel Via Varejo a acquis 100 % de Cnova Brésil auprès de Cnova N.V (« Cnova »). Cet accord contenait, entre autres, des clauses habituelles d'indemnisation au titre de garantie de passif.

En septembre 2019, Via Varejo a notifié à Cnova un appel en garantie pour un montant non documenté d'environ 65 millions de réais (11 millions d'euros), concernant des litiges sociaux et clients. Suite à cette notification, Cnova et Via Varejo ont échangé des informations dans le but d'analyser l'existence et, le cas échéant, l'étendue de la demande d'indemnisation. Compte tenu de la longue analyse en cours et des discussions potentielles qui vont en découler, Cnova n'était pas en mesure de déterminer l'étendue de son exposition à ce risque. Le 20 juillet 2020, Cnova a reçu une notification indiquant que Via Varejo avait débuté la procédure d'arbitrage. Le 22 janvier 2021, Via Varejo a soumis sa déclaration dans le cadre de cette procédure mais aucune nouvelle preuve n'a été apportée au dossier. Début mars 2022, Cnova a reçu un rapport de l'expert nommé par le tribunal ; ce rapport indique (i) qu'un nombre important de demandes ne répondent pas aux critères d'éligibilité tels que décrits dans l'accord et (ii) que le montant de 65 millions de réais doit être diminué de la contribution de Via Varejo de 22% et d'environ 25 millions de réais de franchise. La décision finale du tribunal doit être rendue en fin d'année 2022. La direction de Cnova ainsi que leurs conseils ont analysé le rapport de l'expert et ont estimé le risque résiduel comme non matériel.

▪ Passifs fiscaux, sociaux et civils éventuels au Brésil

en millions d'euros	30 juin 2022	Dont GPA	Dont Sendas	31 décembre 2021	Dont GPA	Dont Sendas
INSS (cotisations sociales patronales liées au régime de protection sociale)	121	110	11	100	91	9
IRPJ - IRRF et CSLL (impôts sur les bénéfices)	251	142	108	195	119	76
PIS, COFINS et CPMF (TVA et taxes assimilées)	1 008	893	115	835	739	97
ISS, IPTU et ITBI (impôt sur les services, impôt sur la propriété immobilière urbaine et impôt sur les opérations immobilières)	32	29	3	25	22	2
ICMS (TVA)	1 166	968	198	974	795	179
Litiges civils	72	63	9	59	52	7
Total	2 649	2 204	444	2 188	1 819	369

GPA et Sendas ont recours à des sociétés de conseils dans le cadre de litiges fiscaux, dont les honoraires dépendent de la résolution des litiges en faveur de la société. Au 30 juin 2022, le montant estimé s'élève à 24 et 2 millions d'euros respectivement pour GPA et Sendas, soit un montant total de 26 millions d'euros (31 décembre 2021 : 25 et 2 millions d'euros respectivement, soit un montant total de 27 millions d'euros).

Par ailleurs, Casino a accordé à GPA une garantie spécifique qui porte sur des notifications reçues de l'administration pour un montant cumulé au 30 juin 2022 de 1 511 millions de réais, soit 279 millions d'euros (31 décembre 2021 : 1 467 millions de réais), intérêts et pénalités compris et sur lesquelles Casino s'engage à indemniser sa filiale à hauteur de 50% du préjudice que cette dernière subirait pour autant que ce préjudice soit définitif. Sur la base de l'engagement donné par Casino à sa filiale, l'exposition ressort à 756 millions de réais, soit 139 millions d'euros (31 décembre 2021 : 734 millions de réais, soit 116 millions d'euros). Les risques sous-jacents sont considérés possibles ; à ce titre, aucune provision n'est constatée dans les comptes.

▪ Actifs éventuels du Brésil

Exclusion de l'ICMS du calcul des taxes PIS et COFINS

Depuis l'adoption du régime non-cumulatif des crédits de taxes PIS et COFINS, GPA et Sendas défendent le droit de déduire la taxe ICMS de la base de calcul de ces deux taxes. Le 15 mars 2017, la Cour suprême fédérale brésilienne (STF) a statué sur le fait que l'ICMS devait être exclu de la base de calcul des taxes PIS et COFINS, donnant ainsi droit à la thèse défendue par GPA et Sendas.

GPA a obtenu le 29 octobre 2020 la décision définitive et positive de son action principale initiée en 2003. Sur la base de cette décision de justice, GPA a considéré que l'incertitude qui la conduisait à considérer, jusqu'alors, cet actif comme « éventuel » selon les principes d'IAS 37, s'est éteinte et a reconnu dans les comptes 2020 un crédit de taxes, net de provisions, de 1 608 millions de réais (soit un produit de 273 millions d'euros) dont 995 millions de réais (soit 169 millions d'euros) reconnus en chiffre d'affaires et 613 millions de réais (soit 104 millions d'euros) en « Autres produits financiers ». Sur l'année 2021, GPA a réévalué le montant des crédits fiscaux reconnus en 2020 et a, à ce titre, repris la provision qui avait été constituée en 2020 pour un montant de 280 millions de réais (soit 44 millions d'euros) dont 195 millions de réais (soit 30 millions d'euros) sur le 1^{er} semestre 2021 (note 5.1).

Le 16 juillet 2021, Sendas a obtenu la décision favorable à son jugement individuel. Dans le cadre de cet événement, associé à la décision du tribunal suprême fédéral brésilien (STF) de mai 2021 décrit dans la note 5.1, Sendas a considéré

que l'incertitude qui la conduisait à considérer, jusqu'alors, cet actif comme « éventuel » selon les principes d'IAS 37, s'est éteinte et a reconnu en 2021 un crédit de taxes de 216 millions de réais (soit 34 millions d'euros), dont 62 millions de réais (soit 10 millions d'euros) sur le 1^{er} semestre 2021 (note 5.1).

Par ailleurs, et conformément aux accords d'actionnaires entre GPA et la famille Klein suite à la création de Via Varejo, toujours en vigueur au 30 juin 2022, GPA a légalement le droit d'obtenir de Via Varejo le remboursement des mêmes crédits fiscaux que ceux mentionnés ci-dessus, au titre de son ancienne filiale Globex, pour la période allant de 2003 à 2010. Via Varejo ayant obtenu un jugement en dernière instance de son procès vis-à-vis de l'administration fiscale en mai 2020, GPA a en conséquence un droit inconditionnel envers Via Varejo pour le remboursement de ces crédits fiscaux. GPA avait reconnu en 2020 à ce titre un montant brut de 231 millions de réais en résultat (soit 39 millions d'euros). Suite à la justification complète par Via Varejo, GPA ne considère plus ces crédits fiscaux comme un actif éventuel, et a en conséquence reconnu un montant complémentaire de 278 millions de réais (soit 50 millions d'euros) au 30 juin 2022 présenté en résultat des activités abandonnées.

Note 12 Transactions avec les parties liées

La société Casino, Guichard-Perrachon est contrôlée par la société Rallye, elle-même détenue par Foncière Euris. Au 30 juin 2022, le groupe Rallye détient 52,3% du capital de Casino, Guichard-Perrachon et 62,4% des droits de vote (sur la base du nombre de droits de vote réels déduction faite des actions auto-détenues) comprenant les 11,7% du capital placées en fiducie sureté Fiducie Rallye/Equitis Gestion (8,7% des droits de vote).

La Société entretient des relations habituelles, dans le cadre de la gestion courante du Groupe, avec l'ensemble de ses filiales. La Société et ses filiales bénéficient de l'assistance en matière stratégique de la société Euris, société de contrôle ultime, avec laquelle des conventions de conseil et d'assistance en matière stratégique ont été conclues. Elles bénéficient également d'autres prestations courantes de la part d'Euris et de Foncière Euris (mise à disposition de personnel et de locaux). Ces relations n'ont pas évolué par rapport à celles de l'exercice précédent. Le montant enregistré en charge sur la période relatif à ces conventions envers Casino et ses filiales s'élève à 1,5 millions d'euros dont 1,3 millions d'euros au titre de l'assistance en matière stratégique et 0,2 million d'euros au titre de la mise à disposition de personnel et de locaux.

Les relations avec les autres parties liées, y compris les modalités de rémunération des dirigeants, sont restées comparables à celles de l'exercice 2021, et aucune transaction inhabituelle par sa nature ou son montant n'est intervenue au cours de la période.

Les transactions avec les entreprises associées et coentreprises sont présentées en note 3.3.2

Note 13 Evénements postérieurs à la clôture

Ardian et le groupe Casino signent un accord en vue de la cession de GreenYellow pour une valeur d'entreprise de 1,4 milliard d'euros

Le groupe Casino, Tikehau Capital et Bpifrance ont signé le 28 juillet 2022 une promesse unilatérale d'achat avec Ardian, via son activité Infrastructure, en vue de la cession d'une participation majoritaire dans GreenYellow, filiale énergétique du groupe Casino, pour une valeur d'entreprise de 1,4 milliard d'euros et une valeur des capitaux propres de 1,1 milliard d'euros. Les actionnaires de GreenYellow resteraient parties prenantes à la création de valeur de la société, via un réinvestissement s'élevant à 165 millions d'euros pour le groupe Casino.

Le produit de cette cession pour le groupe Casino, déduction faite du montant réinvesti, s'élèverait ainsi à 600 millions d'euros (dont 30 millions d'euros versés au closing dans un compte séquestre sous réserve du respect d'indicateurs opérationnels). L'opération envisagée fait l'objet d'un processus de consultation des instances représentatives du personnel compétentes. Elle devrait être finalisée au cours du quatrième trimestre 2022, sous réserve de l'obtention des autorisations réglementaires requises au titre du contrôle des concentrations et des investissements étrangers.

CASINO, GUICHARD-PERRACHON

Société anonyme

1 cours Antoine Guichard
42000 SAINT-ETIENNE

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1er janvier au 30 juin 2022

DELOITTE & ASSOCIES

Tour Majunga
6, place de la Pyramide
92908 Paris - La Défense cedex
S.A.S. au capital de € 2 188 160
572 028 041 R.C.S. Nanterre

commissaire aux comptes membre de la compagnie
régionale de Versailles et du Centre

KPMG S.A.

Tour Egho
2, Avenue Gambetta
CS 60055 - 92066 Paris la Défense Cedex
S.A. au capital de € 5 497 100
775 726 417 R.C.S. Nanterre

commissaire aux comptes membre de la compagnie
régionale de Versailles et du Centre

CASINO, GUICHARD-PERRACHON

Société anonyme

1 cours Antoine Guichard
42000 SAINT-ETIENNE

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2022

Aux Actionnaires de la société Casino, Guichard-Perrachon,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Casino, Guichard-Perrachon S.A., relatifs la période du 1^{er} janvier 2022 au 30 juin 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I – Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris-La Défense, le 29 juillet 2022

Les commissaires aux comptes

DELOITTE & ASSOCIES

KPMG S.A.

Patrice CHOQUET

Stéphane RIMBEUF

Eric ROPERT

Rémi VINIT DUNAND

Attestation des personnes responsables

J'atteste à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion (pages 2 à 13 de ce rapport) présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le 29 juillet 2022
Jean-Charles Naouri
Président-Directeur général